

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :

1 an : 50 F; 6 mois : 25 F
pil fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 313

LE NUMERO : 2 F 50

15 FB - 1 FS

16 au 29 mai 1980

L'unité de la classe ouvrière se fera contre le réformisme

Que le sentiment du besoin de l'unité soit puissant dans la classe ouvrière et grandisse aujourd'hui où l'offensive capitaliste s'amplifie, est plus que compréhensible. La force de la classe ouvrière face à la bourgeoisie tient à son nombre et à son organisation, guidés par la conscience des buts communs. Aussi la division syndicale, qui se répercute à la base par des chamailleries de boutique entre travailleurs, est-elle ressentie comme un terrible handicap. Pourtant la division entre centrales syn-

dicales n'est que le dessus de l'iceberg. Les travailleurs qui se portent sur le terrain de la lutte résolue contre la classe adverse font en effet l'expérience qu'un long chemin est à reprendre pour que le prolétariat retrouve sa force de classe, tant est grand l'émiettement des rangs ouvriers dans les organisations théoriquement faites pour les unir sur le terrain de la lutte quotidienne contre l'exploitation.

La première raison de l'impuissance des organisations syndicales actuelles face à la bourgeoisie tient au fait qu'elles sont aux mains de forces qui ont une orientation de collaboration de classes. Elles subordonnent les intérêts de la classe ouvrière à ceux de l'économie nationale. Elles ont fini par adhérer, à travers une longue mais irréversible évolution, aux exigences de l'Etat impérialiste. En échange des miettes qu'elles reçoivent, elles ont accepté la sale besogne de convaincre les ouvriers qu'on peut éviter la lutte, et font pour cela miroiter des réformes et des progrès continus par la négociation gentille; elles ont accepté de stériliser la lutte lorsqu'elle éclate, d'empêcher que la classe ouvrière se serve de sa propre force et lutte pour ses buts indépendants de classe.

Mais ceci n'explique pas complètement l'émiettement formidable atteint aujourd'hui par les réactions à l'exploitation :

il résulte de l'adaptation grandissante de l'organisation syndicale elle-même aux besoins de la négociation permanente, aux exigences de la marche de l'entreprise et de l'Etat. Au lieu de constituer un réseau de liens vivants entre travailleurs, cette organisation devient toujours davantage, aux mains des bonzes, un réseau de coupe-circuits et de disjoncteurs, de dérivations où le courant électrique de la lutte est constamment gaspillé, et par le jeu duquel on l'empêche d'atteindre la tension et la puissance suffisantes pour mener la lutte de classe contre le capital.

Le fait qu'il y ait des querelles entre les confédérations résulte de visions différentes des intérêts de l'impérialisme et du contrôle des luttes sociales. Mais, à côté de la division de la classe qui est le résultat de leur politique à toutes, ce n'est qu'un fait secondaire.

DANS CE NUMERO

- Sur le Parti du Travail d'Albanie (2)
- Thèses sur l'Education communiste (1921)
- Leçons de la seconde guerre impérialiste
- Congrès de Tours et Front populaire
- Non au contrôle de l'immigration !
- Luites ouvrière

De plus, la division entre elles comme leur unité d'action peuvent servir toutes deux leur tactique anti-ouvrière : le désaccord de façade peut être un prétexte pour

(suite page 2)

Crise, austérité, guerre

Les voilà les « lendemains qui chantent » du capitalisme

L'aggravation des tensions entre les différents impérialismes vient d'être à nouveau illustrée, après l'intervention américaine en Iran pour libérer les otages de Téhéran. L'opération militaire a été précédée et suivie d'une pression américaine sur les Européens destinée — comme lors de l'affaire afghane — à les amener à soutenir la position des Etats-Unis. La France et la RFA ont cautionné la politique de leur allié. Le Japon, sur lequel les Américains ont exercé une pression du même type, s'est lui aussi rallié à eux. Mais cela ne veut pas dire qu'il y ait alignement sur les USA. Loin de là. La France et l'Allemagne essaient toujours de maintenir la possibilité d'une « troisième voie » entre les deux blocs. Dans le cas de l'Iran le soutien aux Américains a été plus apparent que lors de l'intervention russe en Afghanistan parce que le fait pour les Européens de soutenir la position américaine en Iran ne peut être prise par les Russes comme un geste de mauvaise volonté des Européens à leur égard dans la mesure où les Russes sont bien obligés d'admettre, au moins pour l'instant, que l'Iran est dans la sphère d'influence américaine. Cependant la signature récente de l'accord commercial entre l'Iran et l'URSS montre bien que les Russes s'efforcent de renforcer leurs liens avec leur voisin du sud.

Dans ce jeu entre les différentes puissances, la Chine vient de franchir un nouveau pas dans le rapprochement avec

(suite page 2)

Réunions publiques

● A AVIGNON

- Le vendredi 6 juin, à 20 h 30, à la mairie, place de l'Horloge, salle des Bustes.

Violence et lutte de classe

● A PARIS

- Le vendredi 30 mai, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75020 Paris (métro : Alexandre-Dumas).

60 ans après le II^e Congrès de l'IC :

De quel Parti a besoin la révolution ?

Vive la grève des métallurgistes de Sao Paulo !

Il y a deux ans, en mai 1978, les métallos des faubourgs industriels de Sao Paulo entraient en grève, rompant ainsi dix ans de paix sociale presque absolue. Depuis lors, l'agitation ouvrière ne s'est plus arrêtée; elle a entraîné dans une formidable flambée de luttes des travailleurs et des travailleuses de toutes les régions du pays et de toutes les catégories : unissant les ouvriers de la grande industrie de pointe de Sao Paulo et les ouvriers qui construisent au cœur de la forêt amazonienne des routes et des villes nouvelles, les dockers de Santos et les chauffeurs de bus de plusieurs villes (Rio, Curitiba, Belo Horizonte, Belém, etc.), les instituteurs et employés de banque et les ouvriers du textile et du bâtiment. C'est l'ensemble de cette classe ouvrière, produit du « miracle brésilien », qui se met irrésistiblement en branle. Les estimations gouvernementales parlent de quelque 150 grèves en 1979. Cela peut sembler dérisoire au regard de toutes les grèves bidon qui déroulent en France leurs imposantes séries de journées de grève : mais il s'agit ici de véritables grèves menées par des catégories entières de toute une région. Ce ne sont pas non plus des grèves tournantes d'un quart d'heure, mais des grèves compactes qui durent des semaines, voire des mois, et qui entraînent plusieurs milliers d'ouvriers. Ainsi, environ 4 millions de travailleurs auraient pris part au mouvement dans plus de 15 Etats du pays au cours de l'année 1979 !

De plus, les grévistes ne restent pas enfermés dans l'usine (qu'ils essaient toujours d'occuper, bien sûr), mais sortent en manifestation dans les rues, sans crainte d'affronter une répression policière et militaire féroce, entraînant pour les deux dernières années, des dizaines de morts et des centaines de blessés et d'arrestations. Répression à laquelle s'ajoutent les représailles patronales, avec des licenciements massifs de grévistes.

Ce jeune prolétariat dépourvu de vieilles traditions de lutte de classe, reprend cependant spontanément les armes que la classe ouvrière des vieux pays capitalistes a tant de mal à retrouver : assemblées de grévistes (qui réunissent, comme à Sao Paulo, plus de 80.000 travailleurs), comités de grève, caisses de grève, manifestations de rue, piquets de grève, organisation de la solidarité... Une solidarité qu'ont exprimée spontanément des ouvriers d'autres villes, comme par exemple lors de la grève du bâtiment à Belo Horizonte en août 79 : les 16.000 ouvriers qui construisaient l'usine sidérurgique de Ouro Branco ont débrayé spontanément et ont marché sur Belo Horizonte en solidarité avec leurs 90.000 camarades en grève. Parfois la riposte ouvrière pour défendre la grève va bien au-delà des heurts avec la police et avec les services de gardiennage : à Belo Horizonte des groupes de grévistes du bâtiment ont entrepris de véritables actions terroristes de représailles en saccageant des stations de radio qui menaient une intense campa-

gne de diffamation du mouvement. Ces actions seront, bien sûr, condamnées par le bonze national Lula comme un acte de « provocateurs qui depuis longtemps essaient d'entraver la marche du pays vers la pleine démocratie ».

Au cœur de ce formidable mouvement gréviste, le prolétariat de Sao Paulo, et surtout les 300.000 métallos concentrés dans cette capitale et ses alentours (S. André, S. Bernardo, S. Caetano, Osasco, Guarulhos, etc.). La grève actuelle s'inscrit dans une série de grandes grèves de la métallurgie, commencée en mai 78 et continuée en mars 79 et octobre 79. Mobilisant la quasi-totalité de la catégorie, la grève actuelle se distingue aussi par sa durée et la formidable combativité ouvrière, malgré le chapeutage du mouvement par la curetaille et les *pelegos* à la Lula et Cie (1).

Laissant pour une autre occasion l'analyse de cette grève, qui se poursuit encore au moment où nous écrivons, il est important de montrer ce qu'il y a derrière l'emprisonnement des *pelegos*, sur lequel

(1) Pelego est le nom couramment employé par les ouvriers pour désigner les bonzes des syndicats étatiques, et par extension tout traître, tout jaune (syndicaliste ou non). La métaphore est appropriée : pelego signifie, à l'origine, une peau de mouton qu'on met entre la selle et la monture pour obtenir une chevauchée plus douce...

(suite page 3)

« lendemains qui chantent »

(suite de la page 1)

les Etats-Unis : la Chine entre au Fond Monétaire International dont le principal « actionnaire » est le capital américain. De la même façon, le voyage de Berlin à Pékin révèle la possibilité qu'une partie du mouvement eurocommuniste — celui qui s'est opposé à l'intervention russe en Afghanistan — se rapproche des Chinois. En même temps les Chinois font miroiter la possibilité — sans doute pour faire monter les enchères — d'un rapprochement avec les Russes...

En Europe, la sempiternelle question anglaise montre à nouveau, s'il en était besoin, que la « communauté européenne » n'a de communauté que le nom. D'ailleurs le conflit permanent qui existe entre la Grande-Bretagne et ses « partenaires » ne saurait masquer les divergences et les conflits qui existent entre les Français et les Allemands, les Français et les Italiens, etc.

Parallèlement à cette poursuite de la guerre politique et économique que mènent entre eux les différents pays impérialistes, s'accroît la pression que les différentes bourgeoisies nationales font peser sur leur classe ouvrière. Aux Etats-Unis la récession est devenue un fait évident : l'inflation et le chômage augmentent, la réduction du niveau de vie s'accélère, l'activité se ralentit au point que les Européens se demandent si cela ne va pas avoir des répercussions fâcheuses sur leurs économies. En France le premier ministre vient de déclarer que l'heure est plus que jamais à l'austérité. « *Je veillerai à éviter, a-t-il dit, tout dérapage en matière de budget, de crédit, de rémunération, de change, de dépenses sociales et de commerce extérieur* ». Partout les bourgeois font payer la crise aux travailleurs tout en les préparant à une nouvelle croisade pour la défense, militaire s'il le faut, des intérêts nationaux.

Les rivalités entre les impérialismes ne doivent pas aveugler les prolétaires : leur intérêt est l'union internationale de tous les travailleurs et la lutte commune contre leurs exploités, et leur renversement révolutionnaire pour une société sans crises ni guerres.

L'unité de la classe ouvrière se fera contre le réformisme

(suite de la page 1)

retarder ou arrêter la lutte, tout comme l'unité de fond devient une nécessité au moment où, la lutte ayant éclaté, il faut la contenir. Bref, **l'unité de classe se fera contre l'unité des bonzes !**

*

La meilleure preuve que l'évolution même des formes du syndicat va dans le sens de l'atomisation des luttes, se trouve **a contrario** dans le développement ces dernières années de tentatives de nouer des liens directs entre entreprises, dans la même catégorie à l'échelle nationale, entre sections syndicales ou groupes de travailleurs combattifs, syndiqués ou non. Invariablement, ces tentatives sont violemment combattues par les bureaucraties syndicales qui se sont lancées parallèlement dans un nettoyage systématique des organisations syndicales. Or, le besoin de ces contacts et de ces liens est si fort qu'il se manifeste périodiquement, sous de nouvelles formes.

La première consiste à mettre en avant l'exigence d'une pression sur les appareils syndicaux « pour qu'ils prennent en charge la lutte ». Ceci est naturellement présenté comme une « tactique intelligente » qui devrait pousser les directions syndicales à « se démasquer » en cas de refus. En fait elle est avancée par des courants (aussi bien maoïstes que trotskystes, aussi bien français qu'immigrés) qui condamnent comme « antisyndicaliste » tout travail de **tendance organisée** et de **fraction** dans les syndicats et ne considèrent comme acceptables que les actions obéissant aux normes d'une légalité syndicale, faite en réalité par les bonzes contre les travailleurs combattifs. Et si, comme la lutte des foyers l'a montré, les appareils syndicaux continuent à refuser cela serait dû au fait qu'on ne leur a pas demandé assez gentiment, bref que la tactique n'était pas au point !...

Cette « tactique savante » est poussée jusqu'à la caricature par les trotskystes qui réclament l'« unité syndicale » en confondant volontairement l'unité de sections syndicales combattives qui sert, elle, la lutte, et l'unité des appareils syndicaux, qui la sabotent. Elle est ensuite relayée par la revendication d'un gouvernement PC-PS. Un seul principe guide au fond

tous ces courants : pour eux, **l'unité de la classe, c'est l'unité avec les réformistes.**

C'est en s'appuyant sur le terrain préparé par tous ces partisans de l'unité à tout prix, celle des exploités avec leurs garde-chiourmes, qu'a pu se développer la fameuse « initiative pour l'union dans les luttes ». La masse des membres de l'ex-extrême gauche se fait ici la piétaille d'une opération qui vise à « placer les organisations devant leurs responsabilités » — qu'elles ont déjà prises ! — et « clamer leur volonté de lutte et d'union, leur volonté d'en finir avec le pouvoir et la droite », bref qui vise à **canaliser toute combativité immédiate vers le marais des élections**. La preuve ? Il y a 80.000 signatures, mais quelle entreprise en lutte peut se vanter d'une solidarité réelle, directe, apportée par ce courant ? C'est que les liens entre les luttes sont, « démocratie syndicale » oblige, **le monopole exclusif des « instances syndicales »**, c'est-à-dire des appareils dévoués à l'adversaire.

Il est hélas inévitable que naissent et se développent, face à un tel aplatissement devant les bonzes et une telle prostitution des armes élémentaires de la lutte prolétarienne, toute une gamme de réactions ouvrières, généreuses mais inadéquates. Devant la difficulté de tenir dans les syndicats, il peut y avoir par exemple la tentation de constituer de nouvelles organisations « de masse », sans qu'il existe pour cela les conditions indispensables, à savoir la révolte de la masse des travailleurs pour les besoins de la lutte immédiate. Il peut y avoir la tentation de vouloir se préserver de l'opportunisme en filtrant les membres par des préalables programmatiques faisant de ces organismes des doublons de parti sur le terrain de la lutte immédiate. Sur ces réactions se greffent naturellement les vieilles recettes **anti-parti**, qui expliquent la trahison non par les objectifs et les méthodes erronés, mais par le fait qu'ils sont maniés par des partis. Il peut y avoir la tentation de voir dans les « nouvelles formes de lutte » ou dans l'absence même d'organisations stables en dehors des luttes la recette miracle pour combattre l'opportunisme de droite ; cette réaction, au lieu de combattre la division de la classe, l'officialise à son tour.

Pour nous, il est indispensable que se lient dès aujourd'hui tous les travailleurs combattifs, ceux qui comprennent la nécessité de défendre les objectifs et les méthodes de classe, et de coordonner entre elles les luttes indépendamment des appareils syndicaux. C'est de la constitution de ce réseau de liens vivants où passe effectivement le souffle d'une classe qui lutte avec le sentiment d'avoir des intérêts opposés à toutes les autres classes, que dépendra la possibilité demain de reconstituer à **grande échelle** des organisations de classe, dont l'avenir dira quels pans des organisations actuelles elles pourront ou ne pourront pas conserver ou absorber, et quelle gamme de tâches immédiates elles auront ou n'auront pas encore à affronter.

Mais ce réseau ne se constitue pas dans l'abstrait et par la seule propagande. Il se conquiert sur le terrain de l'organisation réelle des poussées de lutte prolétarienne. Il se conquiert dans les syndicats contre la tentative de mise au pas des groupes de travailleurs combattifs et contre les exclusions. Il se conquiert dans les organismes qui naissent sur des terrains où les Confédérations n'ont pas encore organisé les travailleurs, comme c'est le cas de l'immigration, ou bien dans les secteurs marginaux et jeunes où l'appareil n'est pas encore consolidé, et où la lutte la plus vive est à mener contre les forces centristes qui veulent livrer ces organisations aux appareils syndicaux. Elle doit aussi se mener dans les organismes qui naissent en réaction à l'exclusion des syndicats, dans ceux qui groupent les ouvriers à l'occasion des luttes particulières, dans ceux qui naissent du besoin de préparer les luttes futures en contrant les trahisons passées.

La lutte pour l'unité de la classe, la formation d'un véritable front prolétarien de lutte se fera naturellement sous la poussée des besoins de la lutte ouvrière, mais aussi dans la mesure où grandira le réseau de liens vivants entre catégories, entreprises, nationalités différentes, défendu avec acharnement par les prolétaires d'avant-garde contre tous les poisons du réformisme, du social-impérialisme et de l'opportunisme centriste. Dans ce combat, notre parti se doit d'être en première ligne.

Carrels tricolores

● Insécurité et oppression

Une fois de plus l'Etat bourgeois prétend assurer « Sécurité et Liberté » aux citoyens. Alors que « selon le ministère de l'intérieur la criminalité a peu augmenté en 1978 » (*Le Monde* du 19-2-79) et que « le nombre des crimes et délits comptabilisés par la préfecture de police (pour toute la région parisienne) a baissé de 0,9 % en 1979 par rapport à l'année précédente » (*Le Monde* des 2/3-3-1980), le ministre de la justice prétend que « le phénomène de l'aggravation de la violence est devenu incontestable pour l'immense majorité des français » (*Le Figaro* du 5-5-1980) ; il en tire argument pour justifier et pour faire passer une justice plus expéditive et plus fermement répressive.

L'aggravation de la violence est certes réelle. Mais il s'agit de la violence ouverte et larvée exercée par l'économie capitaliste, par la société bourgeoise et par son Etat, pour imposer au prolétariat la détérioration de ses conditions de vie et de travail : l'accélération des cadences, la baisse du salaire réel, le chômage croissant, la marche vers la crise et la guerre. C'est contre les réactions à cette **insécurité croissante**, produite inexorablement par le capitalisme, que l'Etat bourgeois renforce ses moyens d'intimidation, d'oppression et de répression, cachés derrière le mythe de la défense des « libertés ».

Aujourd'hui, ces réactions sont encore sporadiques, isolées et presque toujours contrôlées par les chiens de garde du capi-

tal. Mais la bourgeoisie sait comme nous que les antagonismes et les luttes sociales ne pourront qu'augmenter, et essaie de rendre sa « justice » plus opérationnelle. Au prolétariat de se préparer de son côté, et de s'organiser pour donner à sa **violence de classe** compacité et efficacité !

● L'ennemi est dans notre pays

Ce sont les bourgeois eux-mêmes qui le disent. En politique extérieure, le rapport de la commission « défense » de l'UDF (voir *Le Monde* du 26 avril 1980) reflète les hésitations et les velléités de la bourgeoisie française, qui voudrait bien pouvoir défendre ses intérêts propres tout en se faisant protéger par les USA. Mais en politique intérieure, il n'y a pas d'hésitation, et l'accent est mis sur la lutte contre la « subversion » :

« La subversion, en s'attaquant aux intelligences et aux volontés, se propose non seulement de vaincre, mais de convaincre [...]. L'enjeu n'est plus, comme autrefois, un territoire ou une province, mais l'âme [...] de toute une population. [...] Ne nous faisons pas d'illusions, l'« arrière » sera attaqué le premier : il importe de se préparer à la lutte contre la subversion. Il faut en particulier préparer sans plus tarder la première bataille qu'aurait à livrer la défense civile : empêcher, dans le cas d'une crise grave, la naissance et l'action aveugle de l'« armée du refus »

contre laquelle la défense militaire est impuissante. »

Certes, la bourgeoisie française présente cette subversion comme inspirée et utilisée par l'URSS ; soit qu'elle croie vraiment que l'action contre la guerre ne peut venir que d'un Etat ennemi, soit pour assimiler la lutte de classe du prolétariat contre la guerre à l'action d'un autre Etat bourgeois.

En tout cas, elle sait très bien, elle, où est l'ennemi « principal », et se prépare ouvertement à le combattre. Que le prolétariat en fasse autant de son côté, et relance sans plus tarder à l'Est comme à l'Ouest le vieux cri de la **guerre de classe : L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS !**

● Sommet franco-français (pardon : franco-africain !) à Nice

Il paraît que plusieurs chefs d'Etat africains venus à Nice converser avec Giscard se sont étonnés du retrait des troupes françaises de N'Djamena. Ils ont même « regretté cette décision ».

C'est dire le parterre choisi qu'avait l'impérialisme français pour parler de « coopération » de « trilogie » et, il va sans dire de « sécurité », ce qui, en langage clair, signifie : bavarder de la manière dont le maître entend gérer ses chas-

ses gardées et quelles miettes il entend, malgré la crise, jeter à ses larbins locaux.

C'est dire aussi que tout ce beau monde ne se sent pas très rassuré. C'est un très mauvais exemple que de faire mine de retirer des troupes en ces temps difficiles de faillite économique, de famine et de misère insupportable. Gageons donc que les troupes françaises n'iront pas trop loin et qu'en tout cas, leur retour rapide est prévu, « pour parer à toute éventualité ».

La révolte des prolétaires et des masses exploitées des villes et des campagnes d'Afrique noire les trouveront face à eux et ils auront besoin de l'appui des prolétaires de la métropole contre l'ennemi commun !

● Guerre commerciale

Ça y est, le PCF n'est plus seul avec son « produisez français » ! Sans doute le CNPF n'est pas aussi hardi, mais quand même, son nouveau cri de guerre est, qui l'eût cru, « achetez français » !

Faites comme dans l'automobile ! « A l'heure actuelle, jubilent les *Echos* du 6 mai, sur son marché comme dans ses chasses gardées (Afrique), la France est le seul pays qui a su bloquer l'invasion japonaise ». Il est vrai aussi que les ouvriers ne flânent pas sur les chaînes, pas plus chez Renault que chez Peugeot !

Chasses gardées et surexploitation, voilà les secrets du commerce !

Sur le Parti du Travail d'Albanie (2)

La prétendue « lutte de principe contre le révisionnisme moderne »

Avec L'Impérialisme et la révolution, d'Enver Hoxha (Ed. Norman Béthune, 1979), le PTA prétend avoir restauré la « pureté du marxisme-léninisme » contre tous les révisionnismes, et en particulier contre la « théorie des trois mondes » et la « pensée Maotsetoung », qui est elle-même qualifiée d'« amalgame d'idéologies, qui vont de l'anarchisme, du trotskysme et du révisionnisme moderne à la sauce titiste, krouchtchévienne ou « euro-communiste », jusqu'à l'évocation de certaines phrases marxistes », en passant par « un certain « asiocommuniste » panaché de fortes doses de nationalisme, de xénophobie et même de conceptions religieuses » (p. 474).

Ce court extrait donne une idée du peu de sérieux de la critique, qui n'est d'ailleurs jamais étayée de faits précis ou de citations. E. Hoxha est fort embarrassé pour expliquer l'enthousiasme premier du PTA pour Mao, enthousiasme qu'il s'efforce d'ailleurs de minimiser et qu'il attribue piteusement à l'influence de « l'opinion générale que c'était un marxiste-léniniste » (p. 407), au caractère incomplet des œuvres publiées, à la difficulté d'en comprendre les « formules stéréotypées typiquement chinoises » (p. 409), et au peu de données possédées sur la Chine et la vie du PCC.

Autrement dit, après vingt années d'une amitié sans tache, c'est une véritable illumination qui aurait permis à E. Hoxha de conclure brusquement que « Mao ne fut pas un marxiste-léniniste, mais un révolutionnaire démocrate » (p. 472) et que la Chine n'est jamais devenue socialiste — bien qu'après la libération on y ait « réalisé aussi quelques transformations de caractère socialiste [??] » (p. 449) — à cause de la politique conciliante du PCC vis-à-vis de la bourgeoisie. Vingt années d'attachement « indéfectible » rayées d'un trait de plume : voilà ce qui

suffirait à prouver que la théorie « marxiste-léniniste » professée par Tirana n'a pas plus de valeur scientifique qu'une girouette.

Mais c'est qu'en réalité, au-delà des déclarations officielles d'amitié, l'Albanie se trouvait être une fois de plus, au cours de ces années, le jouet de la Realpolitik d'une grande puissance qu'elle était bien incapable de contrôler ; et ici encore le rapprochement du grand protecteur avec la Yougoslavie a joué un rôle déterminant dans la rupture. Dès juin 1971, le ministre yougoslave des affaires étrangères vient en Chine, tandis que celle-ci espace ses relations avec l'Albanie.

Avec l'accentuation des préparatifs de la 3^e guerre mondiale et l'importance accrue des considérations stratégiques, non seulement les relations avec l'Albanie perdent de leur intérêt pour la Chine, mais elles deviennent même un obstacle dans sa politique balkanique. Les Balkans redeviennent une zone centrale pour la Russie dans son contrôle des approvisionnements de l'Europe, et les Etats yougoslave et roumain peuvent être pour la Chine des avant-postes antirusse autrement plus intéressants que l'Albanie. Et de fait, celle-ci voit l'aide économique et militaire de la Chine coupée en 1976. En été 77, Tito va à Pékin. Cette visite coïncide avec la publication à Tirana de l'article *La théorie et la pratique de la révolution*, qui pour la première fois polémique avec la « théorie des trois mondes » (1).

*

Enver Hoxha a découvert aujourd'hui que les dirigeants chinois n'ont jamais été marxistes. Pourtant, jusqu'au refroidissement sino-albanais de 1977, les positions politiques officielles des deux

Etats sont impossibles à distinguer, à part les différences qui découlent de la disparité entre la petite Albanie et le mammoth chinois. C'est ainsi que de la fameuse théorie chinoise de la « zone des tempêtes », qui reflète la grande vague anticoloniale des années 60 et les ambitions d'un Etat ayant lui-même derrière lui une puissante révolution bourgeoise, il ne reste plus qu'un pâle juridisme, propre à une petite nation à l'indépendance menacée, et la revendication utopique de l'égalité et de l'indépendance, non seulement politique, mais économique, des nations à l'époque de l'impérialisme.

« Nous défendons le point de vue selon lequel tous les Etats souverains, grands et petits, sont égaux et chacun d'entre eux doit apporter sa contribution dans l'arène internationale » (E. Hoxha, Rapport au V^e congrès du PTA, Tirana, 1967, p. 40). « La délégation de la République populaire d'Albanie appuie les revendications des pays en voie de développement : qu'il soit mis fin à la politique de discrimination et de pressions en matière de commerce. Ramener à un plus juste rapport les prix des matières premières et des produits industriels. Abolir les barrières artificielles et établir des relations économiques et commerciales sur la base des principes d'égalité et d'avantage réciproques » (Intervention à l'ONU, septembre 1975, Documents CEDAS, n° 11). Il est évident que cet appui total aux revendications des pays producteurs de matières premières en vue de « démocratiser » le marché

(suite page 8)

(1) Pour notre propre critique de la « théorie des trois mondes », voir Le Prolétaire n° 250, 289, 290.

NOTES INTERNATIONALES

— PALESTINE

Selon la presse impérialiste elle-même jamais la répression n'a été plus systématique en Cisjordanie que depuis l'attentat palestinien d'Hébron, le 2 mai, qui vient de rappeler qu'il existe bel et bien en Palestine une oppression de type colonial. Le prolétariat de tous les pays prend fait et cause pour la révolte palestinienne contre l'oppression sioniste, mais il sait aussi que cette oppression existera tant que sera debout l'Etat pied-noir d'Israël, même si un mini-Etat palestinien voit le jour.

— ZIMBAWE

Les 4.000 ouvriers des mines de charbon de Wankie n'ont apparemment pas fait confiance au gouvernement Mugabe pour améliorer leur sort. Ils ont décidé de s'en occuper eux-mêmes par une grève dont la revendication est une augmentation de salaire de 7 à 25 dollars rhodésiens, soit 350 %, rien de moins !

— SUEDE

Désolation chez les partisans du dialogue social permanent comme remède et alternative à la lutte sociale ! Rien n'allait plus au paradis de la négociation, la Suède, avec son tout-puissant syndicat centralisé, la LO, et ses calendriers d'entrevues faisant de la grève un ultime recours... Face à la crise, le plus solide tissu social tend à craquer : le patronat n'avait pas voulu cette fois concéder les miettes nécessaires au fonctionnement du système et avait répliqué par le lock-out aux protestations syndicales. Heureusement pour le consensus, la LO a mis le frein et a accepté les dernières propositions de la « Commission de médiation », pourtant inférieures de presque la moitié à ses revendications officielles !

Vive la grève des métallurgistes de Sao Paulo !

(Suite de la page 1)

on fait tant de bruit. En réalité, la « répression » contre ces larbins de la bourgeoisie n'est nullement en contradiction avec la fameuse « démocratisation » entreprise par l'actuel gouvernement et, en particulier, avec la réforme syndicale qu'il entend mener : au contraire, elle s'inscrit parfaitement dans ce processus.

Depuis la dernière grève des métaux (oct.-nov. 79), la bourgeoisie, tirant les leçons du mouvement, a commencé à exiger la mise en place d'une réglementation de la grève, complément indispensable de la réforme syndicale et de la nouvelle législation du travail qu'elle préconise puis la première explosion de 78. Il s'agit, notamment, de créer un droit de grève qui stérilise cette arme essentielle pour la transformer en dernier recours pour imposer des négociations entre pelegos et patronat (comme en France), en empêchant les avant-gardes qui se sont dégaugées lors des premiers conflits de jouer le rôle d'organisateur du mouvement. Cela a été précisément le cas dans la grande grève en question : préparée par les comandos de luta issus des mouvements précédents, elle a été déclenchée par quelque 4.000 ouvriers qui, organisés en piquets, ont réussi à empêcher pratiquement le travail de 300.000 camarades. Commentant cette grève, la revue bourgeoise *Veja* (7-11-79) a condamné le « radicalisme » qui aurait « monté artificiellement une grève à São Paulo dans laquelle les métaux devaient remplir la fonction de masse gréviste », un radicalisme qui ne fait qu'« envenimer la vie syndicale du pays et user inutilement les relations entre partenaires sociaux [...] ». Dans cette renaissance des conflits ouvriers au Brésil, on semble avoir confondu action syndicale et grève [quelle horreur !] ; on a établi l'idée qu'il n'y a d'action syndicale

que lorsqu'il y a grève, et que tout leader qui désapprouve une paralysation est un pelego irrécupérable ». Et ces messieurs concluent : « le gouvernement, qui fait encore usage de formes primitives de répression [vive les formes modernes et civilisées de la répression démocratique !] des piquets de grève, devra disposer de mécanismes plus efficaces de dissuasion des activités illégales [il s'agit, évidemment, des piquets], à moins qu'il ne veuille courir le risque d'un massacre ». Et un autre journal, lié aux milieux industriels de São Paulo, fait écho : « La solution qu'on souhaite ne peut pas être administrative ou policière, mais législative [comme si les lois n'étaient pas défendues par un Etat armé jusqu'aux dents !]. Il faut envisager la réalité comme un ensemble de faits et les régler en [...] ». Réglementer le droit de grève signifie, donc, découvrir les moyens institutionnels permettant à une catégorie ouvrière de se prononcer effectivement en termes de majorité [...]. Il serait peut-être important, pour aller dans ce sens, de mettre des urnes dans les usines pour que tous puissent décider [vive la démocratie ouvrière directe !], ce qui rendrait impossible les manœuvres et manipulations [...]. En outre il faut considérer les piquets comme un fait. Ils sont une forme de mobilisation. Les régler ne veut pas dire les interdire, mais établir des limites pour leur action » (*Folha de São Paulo*, 9-11-79).

De leur côté les pelegos démocratiques, qui ont eu beaucoup de mal à maîtriser le mouvement, font écho à leurs patrons : « la grève est un instrument qui doit être repensé » déclare Luta sindical, organe de l'Opposition syndicale (2). D'autre part, sans doute, pour contrer le « radicalisme », Lula propose un autre système que l'élection des délégués syndicaux d'usine par les ouvriers, système selon

lequel « le syndicat [enverrait] aux entreprises une liste de noms qui dès lors représenteraient le syndicat ».

Avant que la grève actuelle n'éclate grâce à la pression de la base, les Lula et Cie ont tout fait pour l'éviter. Alors que le renouvellement de la convention collective de la catégorie mettait de nouveau les métaux en ébullition, ces larbins entament des négociations interminables avec le patronat dès le début mars. S'ils sont bien obligés d'afficher la revendication exigée par la base, à savoir 15 % d'augmentation au-dessus du taux d'inflation officiel, ils ne centrent pas moins les négociations sur d'autres revendications secondaires par rapport à celle-là (telles que le salaire minimum de catégorie et le salaire « professionnel », revendication purement bidon et fantaisiste).

La grève a fini par éclater malgré leurs efforts, et les bonzes ont essayé de la vider de son sens en incitant les ouvriers à laisser de côté leur exigence salariale, et à centrer leur lutte sur le mot d'ordre de « non au licenciement des grévistes »... pendant un an. Peine perdue : si les métaux se battent, comme à chaque grève, contre les sanctions aux grévistes, ils veulent aussi et surtout défendre leur salaire rongé par une inflation astronomique !

Ne réussissant pas à mater le mouvement, ces messieurs les pelegos de l'Opposition syndicale ont été limogés après plus de deux semaines d'une grève très dure et compacte. Leur emprisonnement, de même que les menaces contre les curés qui ont un poids non négligeable, ne fait que répéter une manœuvre qui devient quasi rituelle : rappelons qu'après la grève de mars 79, Lula a été destitué de la direction de son syndicat, mais qu'il a été reconduit tout de suite après. Cette ma-

nœuvre est doublement utile, d'une part elle sert objectivement à redorer le blason de ces larbins, dont l'empressement à briser les grèves pourrait les compromettre face à la classe, en ôtant ainsi à la bourgeoisie le principal instrument dont elle dispose pour encadrer démocratiquement le mouvement ouvrier. D'autre part, elle fournit un éteignoir supplémentaire à la bourgeoisie, puisque ses larbins syndicaux, cléricaux et autres, secondés par le crétinisme démocratique des gauchistes, y trouveront un prétexte pour entraîner les ouvriers dans les sables mouvants de la lutte pour la démocratie, dont l'avenir — disent-ils — est gravement menacé par cette mesure.

Sans vouloir faire de prophéties, nous pouvons prévoir que Lula et ses compères seront remis en liberté et retrouveront leur postes de « leaders syndicaux », dès que la grève sera brisée par l'action conjuguée de la force, de la bonne volonté des évêques, et de l'isolement dans lequel les associés de Lula à la tête d'autres syndicats s'efforcent de la maintenir. Et ils se remettront alors à leur sale besogne : aider la bourgeoisie à réaliser les réformes syndicales qui devront forger le cadre institutionnel démocratique où ils essaient d'emprisonner le mouvement ouvrier, réformes dont cette nouvelle irruption classiste a interrompu la mise en place.

(2) Il est important de remarquer, au passage, que cette opposition syndicale est née sous le haut patronage du réformisme syndical européen, surtout des syndicats liés à l'Internationale Socialiste. En France, c'est surtout la CFDT qui l'a prise en charge, l'aidant entre autres à publier son organe en français, « Opposition Syndicale ». En Italie, ce rôle est revenu surtout à la FIOM.

De Vitry à Villeurbanne

L'unité PC/PS existe...
contre le prolétariat !

« A Villeurbanne, on l'appelle le ghetto. La cité Olivier-de-Serres [...] est devenue au fil des années l'un des « points chauds » de la communauté urbaine de Lyon, [...] un souci permanent pour le maire de Villeurbanne, Charles Hernu, et les responsables du maintien de l'ordre. Uniquement peuplée de familles nord-africaines, avec une très forte proportion d'enfants et d'adolescents qui n'ont souvent connu que ces grands immeubles-casernes aujourd'hui délabrés, la cité Olivier-de-Serres, etc., etc. » (Le Figaro du 8 mai 1980).

On se rappelle la campagne opiniâtre du PCF à Vitry exigeant le renforcement des effectifs de police, des rondes et l'installation d'un véritable ilôtage. Cette campagne ne tombait évidemment pas du ciel, mais était l'aboutissement inévitable des principes contre-révolutionnaires qui orientent toute l'activité de ce parti.

Mais, face à l'accumulation des risques d'explosion sociale, le Parti socialiste n'est pas en retard dans la chasse au désordre. Là aussi c'est sur une solide tradition de défense de l'Etat, de défense des flics contre la classe ouvrière et ses éléments les plus combattifs que Charles Hernu, maire PS de Villeurbanne, exigea mi-avril le renforcement des effectifs de police nationale pour assurer l'Ordre dans la cité Olivier-de-Serres.

Résultat : quelques jours plus tard, descente de flics, ratonnade, arrestations, expulsions du territoire !

A Villeurbanne, à Vitry comme partout PC-PS unis contre le prolétariat, unis pour l'ordre, la patrie et les bourgeois. Contre eux, contre cette unité contre-révolutionnaire le prolétariat s'il veut en finir une bonne fois pour toute avec la répression devra opposer sa propre unité et donc sa propre force !

Thèses sur l'Éducation communiste (1921)

Après avoir publié les textes théoriques de l'Internationale Communiste des Jeunes sur l'antimilitarisme (cf. Le Prolétaire 209 et 305) nous continuons dans ce numéro par la publication

d'extraits des Thèses du 2^e Congrès de l'ICJ sur l'Éducation communiste. On y trouvera les points de repères classiques du marxisme révolutionnaire sur cette question.

1. L'exploitation économique et la servitude politique du prolétariat sont complétées et facilitées par la domination des esprits des ouvriers. La lutte du prolétariat pour son affranchissement économique et politique est donc nécessairement à la fois une lutte pour la libération de la pensée et du sentiment prolétariens des formes traditionnelles, des conceptions et des mœurs bourgeoises, et une lutte pour la création d'une nouvelle culture prolétarienne.

Cette lutte morale doit donc être liée directement aux luttes économiques et politiques du prolétariat. Ce n'est que dans ces luttes que le prolétariat gagne peu à peu au cours du développement historique la volonté et l'expérience, le mettant en mesure de pénétrer le contenu de l'idéologie bourgeoise de la classe ennemie, de la détruire par sa critique et de développer systématiquement les nouvelles formes de la pensée, du sentiment et de l'action prolétariennes.

La méthode employée par le prolétariat pour l'accomplissement de cette tâche, c'est le matérialisme dialectique. Plus les luttes politiques et économiques du prolétariat révèlent clairement la logique du développement historique et mieux le prolétariat apprend à manier sa propre et nouvelle méthode de connaissance.

2. Cette lutte d'affranchissement moral joue par sa nature un rôle particulièrement important dans le mouvement prolétaire de la jeunesse. Le cerveau, le caractère des jeunes sont encore en voie de développement. La jeunesse est bien moins chargée du poids des conceptions et des formes de pensées traditionnelles que l'âge mûr. Le sentiment des jeunes réagit plus fortement et plus immédiatement aux impressions du monde extérieur, contre les contradictions criantes

du capitalisme, dans la violence croissante des luttes révolutionnaires de la classe prolétarienne. Mais la jeunesse n'est pas encore en mesure, du moins en partie, de participer à cette lutte au même degré que le prolétariat adulte. Il n'en est que plus nécessaire de l'instruire théoriquement sans retard et de la mettre en état de poursuivre avec plus d'intensité les luttes du prolétariat.

3. Ayant justement apprécié ce fait, dès qu'elle s'est rendu compte de la situation de sa classe, et dès qu'elle a compris la nécessité de la lutte, la jeunesse prolétarienne [a partout dirigé son attention non seulement sur la lutte directe contre l'exploitation et le militarisme, mais encore et avant tout sur la préparation morale de cette lutte.] Dans une grande partie des organisations des jeunes de la vieille social-démocratie, le travail d'éducation perdit toutefois, avec le temps, ce caractère de préparation à la lutte.

4. (...)

La jeunesse apprend pendant la guerre à lutter révolutionnairement. Cette lutte révolutionnaire dut nécessairement être dirigée aussi contre l'idéal d'éducation contre-révolutionnaire petit-bourgeois du Parti social-démocrate. En même temps que le réformisme, la jeunesse révolutionnaire mit au rebut aussi bien le travail d'éducation « neutre » que celui de politique théorique « pure ». Le mot d'ordre devint « par la lutte vers le savoir » et non « par le savoir au pouvoir ». Le principe que le travail d'éducation devait servir à la lutte, gagna en clarté et en efficacité pratique aussi dans les organisations des jeunes qui étaient restées des organisations de lutte du prolétariat. A la place du travail d'éducation so-

cial-démocrate qui écartait de la lutte, la jeunesse révolutionnaire prolétarienne combattante mit partout le principe : formation socialiste, c'est-à-dire instruction et discipline de la jeunesse ouvrière au moyen de la participation active à la lutte révolutionnaire.

6. (...)

Les questions d'histoire, d'économie, de technique, d'art, de religion, de sciences naturelles, de philosophie, etc., ne doivent être étudiées que dans la mesure où leur connaissance est indispensable pour l'action et pour l'agitation politique vivantes. Les sports, la gymnastique, les voyages, la lutte contre l'alcoolisme, contre le cinéma, contre la littérature pornographique et contre la prostitution doivent être strictement subordonnés à la tâche essentielle de la lutte politique et militaire du prolétariat. (...)

7. La méthode du travail d'éducation communiste correspond au but de la lutte. Elle ne consiste pas à fournir à la jeunesse prolétarienne la science toute prête, à enseigner le socialisme par le livre ; elle doit bien plutôt appliquer l'esprit aux intérêts quotidiens concrets du prolétariat et surtout de la jeunesse prolétarienne, elle doit étudier ces intérêts à la lumière des principes communistes, déduire ces principes de ces intérêts et veiller à leur réalisation. Bref, le travail d'éducation communiste doit suivre constamment les mouvements de la révolution, les analyser et les rendre fertiles pour l'action politique. Par cette méthode on ne doit pas seulement fournir des connaissances, on doit également élever pour l'action révolutionnaire. Le travail d'éducation est constamment contrôlé et complété par l'emploi pratique immédiat des connaissances acquises.

« Lutte Ouvrière » prosternée devant l'éducation bourgeoise

A la différence du communisme révolutionnaire, l'anticommunisme possède de multiples facettes. Celui de la grande bourgeoisie est explicitement contre-révolutionnaire et anti-prolétarien. Celui du réformisme a la particularité d'être agité et propagé parmi la classe ouvrière à travers les partis pseudo « ouvriers » et réellement traîtres, et les directions syndicales. Mais il existe aussi un anti-communisme plus habile, plus discret mais tout aussi dangereux, car il prétend défendre en paroles le marxisme pour mieux le poignarder. Un exemple frappant nous est donné par Lutte Ouvrière.

Bien sûr, on sait à quoi s'attendre de la part d'une organisation qui, en pleine attaque bourgeoise contre la classe ouvrière et nos frères immigrés en particulier, a entrepris voici quelques mois une campagne hystérique d'affiches disant « Un chômeur de plus, c'est un consommateur de moins ». Mais le plus abject politiquement est la vision de LO sur l'éducation et l'école bourgeoise. Par exemple : « La culture, la compréhension du monde dans lequel nous vivons, c'est essentiellement à l'école qu'elles s'acquièrent, surtout pour les jeunes des couches les plus pauvres de la population » (LO n° 608, janvier 80). On se demande ce qu'est le marxisme pour cette organisation, à moins que ce ne soit à l'école qu'on l'enseigne ? C'est déjà gratiné, mais ce n'est pas le meilleur. Dans la revue théorique Lutte de classe n° 73 de mars 80, on lit : « la culture générale et technique que dispense la bourgeoisie [...] à dose homéopathique [quel malheur !] dans les LEP, à faible dose dans les lycées mais à bien plus forte dose [les veinards !] dans les facultés et les Grandes Ecoles est encore CE QUE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE CONNAIT DE MEILLEUR [souligné par nous] [...]. Elle apporte [...] un certain en-

traînement à réfléchir et à raisonner, toutes choses qui sont LE CONTRAIRE de la spécialisation manuelle [...]. C'est encore DANS LES ECOLES DE LA BOURGEOISIE QU'ON APPREND AUJOURD'HUI L'ESSENTIEL : on apprend à apprendre, on acquiert des mécanismes de pensée qui ouvrent d'innombrables possibilités » !!! « LA MEILLEURE CULTURE c'est encore CELLE QUE LA BOURGEOISIE TENTE DE DONNER A SES FILS », dit LO, qui cite Polytechnique comme exemple de ce que la société a de meilleur. Ce n'est pas un ministre de l'Éducation nationale qui parle, mais une organisation qui se prétend révolutionnaire !

Regardons donc ce que disent les véritables révolutionnaires. D'abord Boukharine et Préobrajenski, dans l'ABC du communisme, écrit en 1919 et qui fut longtemps le manuel de base des militants bolchéviques :

Dans la société bourgeoise, l'école poursuit trois buts principaux : elle élève la jeune génération des travailleurs dans un esprit de dévouement et de respect pour le régime capitaliste ; elle prépare parmi la jeunesse des classes dirigeantes des dresseurs « instruits » pour le peuple laborieux ; elle sert la production capitaliste en utilisant la science pour le perfectionnement de la technique et l'augmentation des revenus capitalistes. [...]

Les écoles secondaires et supérieures se transforment en réalité en établissements d'enseignement pour la jeunesse bourgeoise. Elle y est préparée à remplacer les parents aux postes d'exploiteurs, de fonctionnaires et de techniciens de l'Etat bourgeois. L'enseignement dans ces écoles révèle nettement un caractère de classe (souligné par nous). Si ce caractère ne se manifeste pas aussi nettement dans l'enseignement des mathématiques ou des sciences naturelles à cause de la subs-

tance même de ces sciences, par contre il apparaît très clairement dans les sciences sociales qui forment précisément la mentalité des élèves. L'économie politique est enseignée à la manière bourgeoise, avec des moyens perfectionnés pour réfuter Karl Marx. La sociologie et l'histoire sont également enseignées dans un esprit purement bourgeois. L'histoire du droit est couronnée par le droit bourgeois, considéré comme le droit naturel de « l'homme et du citoyen », etc. En résumé les écoles secondaires et supérieures (les Universités) apprennent aux fils de la bourgeoisie tout ce qui est nécessaire à la société bourgeoise pour maintenir son système d'exploitation. Si par exception les enfants des travailleurs arrivent aux Universités, l'organisme scolaire bourgeois les détache de leur classe d'origine, leur inocule une psychologie bourgeoise, et les talents des travailleurs servent en définitive à l'oppression de leur propre classe.

Et voici ce que Lénine disait en Octobre 1920 (au III^e congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie) de « l'ancienne école », c'est-à-dire l'école bourgeoise :

« L'ancienne école déclarait vouloir former un homme ayant une culture générale complète et enseigner les sciences en général. Nous savons que c'était entièrement faux, car toute la société était basée et reposait sur la division des hommes en classes, en exploités et en opprimés. Il était naturel que toute l'ancienne école, entièrement imprégnée de l'esprit de classe, ne donnât des connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. Chaque mot était falsifié dans l'intérêt de la bourgeoisie. Dans ces écoles, on n'éduquait la jeune génération des ouvriers et des paysans que pour les dresser dans l'intérêt de la bourgeoisie. On les

éduquait dans le but de former pour la bourgeoisie des serviteurs utiles, susceptibles de lui rapporter des bénéfices, sans troubler sa quiétude et son oisiveté. [...]

L'ancienne école était celle de l'étude livresque ; elle obligeait les gens à assimiler une masse de connaissances inutiles et superflues, sans vie, qui encombraient le cerveau et transformaient la jeune génération en bureaucrates bâtis sur le même gabarit. [...]

L'ancienne école formait des serviteurs nécessaires aux capitalistes ; des hommes de science, elle faisait des hommes obligés d'écrire et de parler selon le désir des capitalistes. Cela signifie que nous devons la supprimer. [...]

Tant que les ouvriers et les paysans sont opprimés par les propriétaires fonciers et les capitalistes, tant que les écoles restent aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes, la jeune génération reste aveugle et ignorante ».

On est aux antipodes de la logique petite-bourgeoise de LO ! De LO qui avance aujourd'hui le mot d'ordre : « Oui, à l'Éducation — Non à l'Exploitation », c'est-à-dire qui dit oui à l'éducation nationale, patriotique, bourgeoise ! Défendre ainsi un des instruments de l'Etat, défendre le bras, non pas armé, mais idéologique de la dictature de la bourgeoisie, est en contradiction absolue avec la défense réelle des intérêts immédiats et futurs du prolétariat.

Dans la société bourgeoise, l'alternative n'est pas et ne saurait être : Éducation ou Exploitation. Au contraire, les deux sont bourgeoises et sont intimement liées. Laissons l'éducation bourgeoise au ministre et à ses larbins. L'éducation communiste relève du Parti révolutionnaire et ne peut se faire que dans la lutte contre toutes les institutions bourgeoises !

Leçons de la seconde guerre impérialiste

L'un des rapports de la dernière réunion générale du parti qui a eu lieu en avril était consacré à l'histoire du prolétariat dans la seconde guerre impérialiste. Un rapport précédent, dont le résumé a été publié dans le **Prolétaire** n° 276, avait rappelé la position du prolétariat face aux différents types de guerre. Il insistait sur la différence entre les guerres révolutionnaires de la bourgeoisie, les guerres révolutionnaires du prolétariat et les guerres impérialistes, et dénonçait tous les courants qui ont entraîné et veulent entraîner le prolétariat à adhérer à ces dernières sur des positions correspondant aux autres types de guerres. Il rappelait comment le prolétariat avait été embrigadé dans la première et dans la deuxième guerre impérialiste et quelles forces le poussent à adhérer à celle qui se prépare. Il montrait la nécessité de travailler dès aujourd'hui pour le préparer, à l'inverse de tous les traîtres et opportunistes, au **défaitisme révolutionnaire** et à la **transformation de la guerre impérialiste en guerre civile**.

Cette fois on a vu de façon plus précise comment le parti et l'Etat russes, et l'Internationale Communiste en voie de dégénérescence ont préparé le prolétariat à la deuxième guerre impérialiste, comment et vers quoi ils l'ont dirigé pendant cette guerre. On a examiné ensuite comment l'opposition la plus influente, le mouvement trotskyste, a réagi à cette démarche. Pour cela il était nécessaire de rappeler la succession des oscillations, d'amplitude croissante, à travers lesquelles s'est manifestée et réalisée la rupture de la ligne originelle de l'IC. Cette dégénérescence est particulièrement frappante dans la question de la guerre impérialiste, qui a été une des bases de la constitution de l'IC.

Après la première guerre impérialiste, le jeune KPD allemand, décapité par la contre-révolution et insuffisamment affermi, s'est laissé entraîner par le groupe de Hamburg dans le « national-bolchévisme » : une tentative d'alliance entre les aspirations de classe du prolétariat et les aspirations nationales de la petite bourgeoisie d'une Allemagne écrasée par le traité de Versailles et en partie occupée militairement. En fait, c'est la réaction bourgeoise qui a capitalisé le mécontentement petit-bourgeois, et l'IC a réagi aux erreurs du « national-bolchévisme » (dans lequel elle s'était laissée quelque peu entraîner) par l'erreur du « Front Unique » des « partis ouvriers » : pour résister à l'offensive capitaliste, elle a cherché à s'appuyer sur la social-démocratie, celle-

là même qui, quelques années plus tôt, avait noyé dans le sang la poussée révolutionnaire du prolétariat. L'échec de cette tactique, et la tentative de camoufler la capitulation de 1926 (l'adoption de la théorie du « socialisme dans un seul pays ») derrière une fausse rigueur classiste conduit ensuite l'IC à adopter la politique du « social-fascisme ». Dans cette caricature de notre position intransigeante, la social-démocratie et même les ouvriers qui la suivaient devenaient l'« ennemi principal », si bien que le KPD est allé jusqu'à des alliances parlementaires avec les nazis pour faire tomber certains gouvernements sociaux-démocrates.

Après le triomphe du nazisme en 1933 et l'effondrement du KPD, on en revient à l'échelle internationale au « front unique antifasciste » qui ouvre la voie aux Fronts Populaires. En même temps que l'IC lance une vaste campagne **pacifiste**, l'Etat russe essaie de conclure des traités d'alliance avec la France et la Grande-Bretagne pour protéger le monde de l'« agresseur fasciste ». Le pacte germano-soviétique d'août 39, pacte de non-agression mais aussi véritable partage de la Pologne et des Balkans provoque un tournant à 180° : pendant presque deux ans l'IC dénonce les démocraties occidentales comme « fauteurs de guerre », et mène une campagne acharnée pour la conclusion de la paix sur la base du statu quo. Ce pacte, que les historiens stalinien présentent tantôt comme une « dure nécessité », tantôt comme une « astuce géniale », a précipité les PC qui venaient de lutter contre le « défaitisme » de Munich dans une sinistre parodie du défaitisme révolutionnaire, qui a achevé de les briser et a provoqué en leur sein des secousses sérieuses. Les choses se sont « remises en place » après l'attaque allemande contre la Russie en juin 41. Dès lors, l'Etat russe, l'IC (jusqu'à sa dissolution en 43) et les PC ont glorifié l'Union sacrée et entraîné les prolétaires dans la Grande Alliance Démocratique, la Guerre Sainte pour la Liberté et la Nation. Dans la zone que les accords de Téhéran, Yalta et Potsdam attribuaient aux Occidentaux, les ouvriers devaient verser leur sang pour restaurer les Etats capitalistes ; dans celle dévolue à la Russie, ils devaient mourir pour instaurer la « démocratie populaire », autre forme de l'Etat bourgeois. Des positions originelles de l'IC il ne restait pas la moindre trace.

Le but de ce rappel n'était pas de faire l'histoire complète de l'IC ni celle de la seconde guerre impérialiste, mais de

dégager et de mettre en relief les principaux thèmes et arguments qui ont servi à justifier ces abandons successifs, de voir par **quelles voies** et à l'aide de **quelles armes politiques** la trahison avait pénétré et s'était imposée dans le parti mondial de la révolution. On a mis ainsi en évidence quelques thèmes particulièrement importants :

— L'idée que l'antagonisme **dominant** de notre époque est celui qui oppose l'ensemble des Etats impérialistes à l'URSS prétendument « socialiste » ou « ouvrière ». Cette **grande coalition** contre la Russie (ou tout autre pays « socialiste... ») obligerait le prolétariat à la défendre par **tous les moyens** ; le rapport entre un Etat prolétarien et la lutte révolutionnaire mondiale est ici complètement inversé.

— Le mot d'ordre de la **Paix** passe alors au premier plan. On postule que la paix (la paix impérialiste, bien sûr !) est favorable à l'URSS et donc au prolétariat mondial : celui-ci doit **tout faire**, s'appuyer sur toutes les forces « bourgeoises honnêtes » pour préserver une paix que la marche du capitalisme menace inexorablement.

— La liberté et la démocratie sont présentées comme le bien suprême à **défendre** ou à **restaurer** par delà toute considération de classe. Elles sont d'ailleurs identifiées à la paix, alors que le fascisme est synonyme de guerre. Inversée pendant la parenthèse du pacte germano-soviétique, cette conception n'en revient ensuite qu'avec plus de vigueur.

— La **défense nationale** par la guerre populaire remplace la lutte de classe et la guerre civile du prolétariat pour sa révolution. Les marxistes (Lénine et la Gauche) ont montré que l'impérialisme implique aussi la domination et l'oppression de petits Etats impérialistes par les gros. Ce fait a donné lieu à des réactions de plus en plus ouvertement opportunistes. En 1916, Rosa Luxemburg avait proposé pour l'Allemagne un programme de guerre de défense nationale-populaire qui était en retard d'une période historique, comme Lénine l'a montré dans sa critique de la **Brochure de Junius**. Le « national-bolchévisme » s'est appuyé sur les positions de Junius pour prôner une lutte nationale-populaire contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr. Au cours de la deuxième guerre impérialiste ce sont, dans le meilleur des cas, des arguments du même genre qui ont

servi de couverture théorique à la « Résistance » anti-allemande.

— Enfin, à travers toutes ces questions, s'est posé le problème des **alliances** : c'est sous prétexte de lui trouver des **alliés** et des **forces d'appui** que, de « front unique » en « front populaire », de « pacte de non agression » en « grande alliance de guerre » la lutte des prolétaires a d'abord été noyée dans la « lutte du peuple » puis complètement dénaturée et dévoyée.

On a montré ensuite que sur tous ces sujets (à l'exception du pacifisme, dans lequel il ne tombera que plus tard) le mouvement trotskyste (et Trotsky lui-même avant son assassinat) est allé **dans le même sens** que l'URSS et les PC, bien que moins loin et moins vite. Même lorsqu'il critiquait violemment les conséquences ouvertement contre-révolutionnaires des positions stalinien, la critique n'allait pas jusqu'à la **racine** de ces positions ; en fait elle ne s'en prenait pas **aux principes** qui les fondaient explicitement ou implicitement, mais n'y voulait voir que des divergences de **tactique**. C'est ce qui explique que le mouvement trotskyste ait cherché de plus en plus désespérément un **appui** dans l'URSS et les PC : alors même qu'il dénonçait leur action **contre-révolutionnaire**, il voulait à tout prix réaliser un « Front Ouvrier » avec eux et les utiliser pour aller **vers la révolution**.

Notre courant, dont l'influence était pratiquement nulle à cette époque de triomphe de la contre-révolution mondiale, a eu une attitude toute différente. En continuité avec les positions classiques du communisme, il s'est appliqué à faire une critique de **principe** de toutes les déviations et trahisons. Aujourd'hui, nous n'avons plus à chercher la solution marxiste des problèmes politiques qui se dégagent de l'histoire de la deuxième guerre impérialiste. Il s'agit de voir **quelles formes** ces questions ont prises à l'époque, de voir et de prévoir **quelles formes elles prennent aujourd'hui** et prendront **demain**, afin de débayer d'avance le terrain. Sous une forme ou sous une autre, ce sont **les mêmes thèmes** que la propagande ennemie agite et agitera. Pour préparer le prolétariat à affronter la troisième guerre impérialiste qui se prépare, il faut combattre dès à présent tous les arguments politiques avec lesquels la bourgeoisie et ses agents essayeront de l'embrigader une fois de plus. Le rapport de la réunion générale visait à donner le cadre de ce travail et à le commencer.

Congrès de Tours et Front populaire

Les « deux naissances » du PCF

Le Congrès de Tours est encore une fois à la une. Son anniversaire est une occasion de plus pour les opportunistes du PCF de renier tout rappel des principes du communisme et de célébrer leur tradition nationale. Certes, Cachin s'aligna sur l'Octobre 1917, mais c'était parce que les révolutionnaires russes évoquaient pour lui l'héroïsme des sans-culottes et des jacobins de 1792 ; quant à Marchais, à **Antenne 2**, il a encore une fois revendiqué le caractère national de toute l'histoire du PCF depuis sa naissance : de l'un à l'autre la continuité est incontestable. Il est vrai que le parti fondé à Tours en 1920 n'avait pas rompu en profondeur avec le réformisme, le pacifisme et le démocratisme qui avaient été les tares de la II^e Internationale, et conservait encore le caractère jacobin, patriotique et petit-bourgeois du vieux socialisme français.

C'est pour cette raison qu'après avoir été à la queue dans la lutte révolutionnaire, le PCF s'est tout naturellement placé à la tête de la décomposition opportuniste. Mais même s'il fut marqué par ces faiblesses, le PCF d'alors revendiquait pourtant la dictature prolétarienne et l'internationalisme et fut le protagoniste de luttes de classes dont l'exemple pourrait encore aujourd'hui être dangereux (la lutte contre l'occupation de la Ruhr). Ce sont ces souvenirs que le PCF actuel doit extirper complètement et c'est pour cela que dans son hebdomadaire **Révolution** (n° 8) il affirme : « **Entre 1932 et 36, il y aura donc comme une seconde naissance du PCF parce qu'à ce moment il aura intégré les deux enracinements dans la classe et dans la nation qu'auparavant le mouvement ouvrier et les premières années du Parti communiste jugeaient, et en tout cas pratiquaient, comme contradictoires** ».

En fait de « deuxième naissance », le PCF suivit en réalité la pente de la dégénérescence de l'Internationale, et revint au bercail social-démocrate et social-patriote dont l'Internationale des années 20 avait tenté de le faire sortir.

L'OCF ml (maoïste)

Irréaliste et contre-révolutionnaire...

Dans le supplément du 1^{er} mai de **Drapeau Rouge**, les braves gens de l'OCF (ml) s'affirment « **Pacifistes... mais réalistes !** ». En effet, face aux menaces de la troisième guerre impérialiste, ils proclament que « **pour le moment, il s'agit de gagner la PAIX** ». Une paix qui, d'ailleurs, ne concerne pas nécessairement tout le monde : « **AVANT TOUT, il faut écarter la guerre de notre pays...** », et tant pis pour ceux qui n'ont pas eu, ou n'auront pas comme lui « **la chance de ne pas la connaître depuis 45** ».

Demain, même la « chance » d'être impérialiste ne préservera pas « notre pays » de la guerre. Alors ? Alors nos pacifistes ont trouvé la parade : « **même s'il y a des divergences sur les responsabilités de la guerre, il faut au moins s'unir là-dessus : gagner la protection de la population en réclamant la création d'ABRIS ANTI-ATOMIQUES** ». C'est cette mesure, juste, démocratique et égalitaire (y a pas de raison que seuls les riches aient des abris) qui constituerait « **une véritable dissuasion** » et « **le plus SUR chemin de gagner la paix !** ». Tel quel. Et les majuscules sont de l'OCF.

Poussé à cet extrême, le crétinisme pacifiste devient louche. Mais si on le gratte

un peu, on voit que c'est seulement « pour le moment » qu'il s'agit de « gagner la paix ». L'OCF voit plus loin et se demande comment réagir à la menace de guerre : « **Faudra-t-il refaire l'expérience de 40 ? Attendre que l'incapacité des gouvernements fasse ses preuves pour que le peuple, dans les plus mauvaises conditions, prenne sur son compte la résistance et la conquête de l'indépendance du Pays ?** ».

Et voilà ! Derrière le pacifisme « **REALISTE jusqu'au bout des ongles** » de l'OCF on voit pointer le museau du **bellicisme national-bourgeois**. Une fois de plus, les stalinien radotent de Paix pour embrigader le prolétariat dans la guerre impérialiste. Leur réalisme, c'est le réalisme bourgeois de la « défense nationale ».

Le capitalisme va vers une nouvelle guerre impérialiste. Prétendre s'y opposer en réclamant des abris à l'Etat bourgeois et stupide et criminel : le prolétariat ne peut la combattre qu'en se préparant au **défaitisme révolutionnaire**, qu'en se préparant à **transformer la guerre impérialiste en guerre civile** pour sa révolution de classe.

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Questions de la lutte économique et syndicale

Négociations tripartites en permanence, temps de travail

Négociations, "division syndicale" : même fonction !

Escorté d'appréciations flatteuses et de sous-entendus prometteurs, voici que reparaît le grand serpent de mer de l'année sociale : l'« aménagement » du temps de travail, sous la forme du plan Giraudet. D'abord et avant tout, c'est aux partenaires sociaux — syndicats, patronat, gouvernement — qu'il aura fait gagner du temps... On le fait miroiter aux ouvriers depuis septembre 79, et cette promesse toujours différée a servi à justifier toutes les patiences et tous les recentrages syndicaux.

En décembre 79, on allait toucher au but : la CFDT et FO avaient accepté de céder sur le principe de la mesure annuelle du temps de travail, l'objectif essentiel et avoué du patronat. Un mois plus tard, tout cassait : le patronat n'ayant rien voulu lâcher en échange, la CGT se drapait dans sa dignité, et la CFDT ne pouvait sans perdre la face accepter de se laisser mener en bateau de façon aussi voyante.

Et voilà pourtant le plan Giraudet : on parle de renégocier, en mai... ou juin (toujours un mois de gagné en plus...). Le CNPF voit dans ce plan « une nouvelle vision du monde économique et social, provoquant la réflexion sur l'aménagement du temps de travail » (Ceyrac aux Assises du Centre chrétien des patrons, 9 mai 80), et il ajoute : « Il n'y a pas de raison que l'on n'aboutisse pas dans le cadre du rapport Giraudet, et que la France ne se modernise pas aussi dans ce domaine. Une politique sociale, ce n'est pas seulement l'entassement des avantages acquis » (phrase qui attaque en fait les « garanties » toutes relatives concédées aux salariés, du type des 40 heures par semaine). La CFDT considère que cette base permet la reprise de la négo-

ciation, et présente les propositions Giraudet sous leur jour le plus favorable. La CGT les trouve « positives », avec les réserves d'usage.

Le nouveau plan est-il si différent des propositions antérieures ? Il répond avant tout au vœu du patronat : assouplir le « carcan » des 40 heures — si bien que l'on prévoit que l'accord éventuel serait suivi du vote d'une loi modifiant la législation de 1936. Il envisage des mesures permettant la meilleure utilisation des machines, au détriment des producteurs : les équipes chevauchantes (promesse d'une nouvelle extension du travail posté), et la possibilité du travail de nuit pour les femmes (nouvelle brèche dans la législation antérieure).

En contre-partie, il réduit théoriquement les maxima de travail... sauf pour les entreprises « impliquées dans la concurrence internationale » ! Il est censé limiter les heures supplémentaires : mais celles-ci pourront être fixées dans l'entreprise, sans passer par l'autorisation de l'inspection du travail. Il préconise de concéder 40 heures supplémentaires de repos annuel : c'est ce que la presse a présenté sous des couleurs enchanteuses comme « enfin la 5^e semaine de congés payés », en « oubliant » que ces 40 heures ne « pourront être accolées au congé principal », et seront attribuées sous forme de jours de congé ou de réductions d'horaire, dont « le choix sera fait par l'entreprise après délibération du Comité d'Entreprise ». Ce qui, sous une forme voilée, répond encore au vœu du patronat : moduler les éventuels allègements d'horaires selon le carnet de commandes, le comité d'entreprise n'ayant là-dessus qu'une voix consultative. De plus, ces réductions sont envisagées « à l'horizon

de 83 » : ce qui permettra à l'employeur de prendre toutes les mesures pour compenser d'avance des réductions par l'accroissement préventif de la productivité.

Bref, comparé aux projets antérieurs, le rapport Giraudet a doré de quelques concessions, qui ne seront coûteuses que pour les petites entreprises, la pilule à faire avaler aux travailleurs : la soumission accrue de leurs besoins vitaux aux « priorités productives ».

Pourquoi alors cet empressement général, succédant à la grogne de janvier ? Parce qu'il serait risqué pour les chantres du dialogue, de part et d'autre, de finir l'année sans la moindre petite signature, comme l'a rappelé Barre au patronat, et que mai-juin reste une période propice à des réveils inquiétants de la « conflictualité » : chacun se demande avec inquiétude quel taux de nervosité couve sous l'apparente apathie ouvrière.

C'est aussi pourquoi un semblant de « grande journée d'action » sur la sécurité sociale était tout indiqué après la sinistre journée du premier mai. N'est-il pas curieux, en effet, que des gens qui se retrouvent si commodément autour des tapis verts ne puissent pas emprunter la même rue, à la même heure, pendant la courte durée d'un défilé symbolique ? Actuellement, chaque centrale syndicale nourrit sa presse et ses meetings d'amers reproches contre la voisine : la CGT fait systématiquement cavalier seul, déplore la CFDT ; le réalisme de la CFDT recentrée la détourne de l'action, répond la CGT.

Il est certain que si l'unité des deux principales centrales ne peut être en aucune façon un renforcement pour la classe, leur jeu de division est en revanche, au moins dans un premier temps — même si cela peut paraître paradoxal —

une entrave réelle au moins à l'action élémentaire au niveau des entreprises : chacun fait grève ou manifeste à des heures différentes, en veut au voisin qui reste au poste, a tendance à attribuer à l'autre centrale la responsabilité de l'inaction, et à nourrir par contre-coup un esprit de boutique syndicale, au lieu de voir que les pompiers sociaux, en réalité, se donnent ainsi mutuellement des alibis pour ne rien faire et se partagent le travail.

La leçon à en tirer, au contraire, c'est que les travailleurs doivent s'organiser pour défendre leurs intérêts immédiats — lutter pour les 35 heures immédiates, pour la gratuité totale des soins médicaux, etc. — sans attendre les grandes manœuvres d'appareil, s'organiser en même temps pour défendre les intérêts de classe contre leur sabotage et contre l'unité éventuelle que ces appareils seront bien capables de reconstituer si les luttes reprennent, pour les freiner et les dévoyer.

Le patronat confirme...

On peut lire dans la Lettre de l'Expansion du 5 mai 80 ces lignes éloquentes à propos des négociations sur le temps de travail : « Les éléments éclairés du patronat ne veulent pas se battre sur cette affaire, au contraire, en donnant satisfaction aux syndicats (en particulier à la CFDT), ils pensent pouvoir désamorcer la vague de mécontentement qui, silencieusement, semble grossir à la base, dans de nombreuses entreprises. Chotard l'a très bien compris. »

Nettoyeurs du métro, Turcs sans papiers, travailleurs hors-statuts

Qu'est ce qui fait courir la CFDT ?

La CFDT a joué un rôle important dans le contrôle de diverses luttes ces dernières semaines, notamment dans celle des sans-papiers turcs ou des nettoyeurs du métro. En plus du travail habituel des syndicats actuels : isoler, cantonner la lutte dans des limites compatibles avec la paix sociale, elle a cherché à donner une orientation dans ces luttes qui, on va le voir, va à l'encontre des intérêts même les plus immédiats des travailleurs.

Au centre de la lutte des travailleurs turcs, il y a la régularisation des sans-papiers. Or sur cette question, la CFDT estime suffisante la position du Secrétaire d'Etat aux Immigrés qui est « de choisir comme critère essentiel (de la régularisation) le contrat de travail ou la promesse d'embauche » (Syndicalisme Hebdo n° 1804). Mais l'immense majorité des travailleurs turcs n'ont justement pas de contrat de travail ni de promesse d'embauche. De plus, la liaison entre séjour et travail n'est-elle pas le fond des différentes mesures prises par l'Etat depuis plusieurs années ? En fait une telle position est une trahison pure et simple de la lutte pour la régularisation des sans-papiers, dont l'axe est la régularisation automatique et sans condition de tous les sans-papiers.

Pour les nettoyeurs du métro, voilà quelle était, d'après la CFDT, le but de la lutte de 1977 : « L'obtention des garanties de la convention collective dont ils dépendent, et la mise en place de délégués du personnel et de représentants au comité d'entreprise » (CFDT-Aujourd'hui n° 40).

Cette lutte menée contre une surexploitation et des conditions de travail bestiales, la CFDT cherche à l'amener sur le terrain du tapis vert, du comité d'entreprise, comme si celui-ci pouvait être un rempart contre l'exploitation. Cette attitude de la CFDT correspond à son orientation par rapport au problème des hors-statuts : « Les textes fédéraux ou régionaux ne manquent pas qui revendiquent la résorption de l'auxiliaire, la suppression des entreprises intérimaires, l'intégration dans l'entreprise principale des

travailleurs en sous-traitance. Mais les mêmes organisations reconnaissent qu'il s'agit là d'un objectif à long terme, et qu'une approche pragmatique des réalités est nécessaire si l'on veut parvenir à les maîtriser » (CFDT-Aujourd'hui n° 40).

On donne l'exemple de l'Agriculture : « A la Fédération Générale de l'Agriculture on se dit qu'il a bien fallu en 1962 accepter l'exode rural. Par contre le syndicat s'est employé à contrôler les conditions de cette mutation » (ibid.). D'ailleurs, « la sous-traitance n'est-elle pas dans certains cas un moyen de maintenir un intéressant tissu industriel régional ? »

Ce qu'il faut, c'est saisir « les divers points à partir desquels le syndicat pourra exercer son contrôle sur les mutations en cours ». Un peu plus loin, on nous explique que « la gestion [sic] des non-titulaires échappe aux organisations syndicales car il n'existe pour eux aucune structure paritaire ».

Conclusion : « Il serait alors nécessaire de mettre en place de nouveaux lieux de négociation ». Et on précise : « le syndicalisme devra chercher à articuler des garanties de branches avec des garanties de sites qu'il faudra négocier là où interviennent simultanément plusieurs entreprises. Cette démarche amène à reconnaître certaines formes de mobilité, à accepter l'existence de statuts différents. Mais sous réserve de discussion et de vérification, elle est peut-être le moyen de réaliser ce que certains appellent « la reconstruction de l'entreprise dans le syndicat ».

Ce qui inquiète la CFDT, c'est le fait que des masses entières de travailleurs risquent d'échapper au contrôle des syndicats, et aux rouages de la concertation sociale. Alors elle réagit sur deux plans : d'abord agir pour créer de nouvelles structures paritaires, et ensuite renforcer son emprise sur ces secteurs de la classe ouvrière.

Exemple, les travailleurs turcs : « La syndicalisation s'accompagne de l'intégration des travailleurs immigrés dans le syndicat. Depuis une semaine, des délé-

gués par rues, par immeubles ont été élus par l'assemblée générale des adhérents » (Syndicalisme Hebdo n° 1804).

Ce qui permet à la CFDT de noter que le conflit des sans-papiers turcs a fait « la démonstration de la capacité des organisations de la CFDT à prendre en charge, syndicalement, un conflit de cette importance, et cela en gardant la maîtrise de l'action » (Syndicalisme Hebdo n° 1805). Et comme si cela ne suffisait pas, la CFDT ajoute « la maîtrise de l'action représente un indéniable progrès par rapport à d'autres conflits comme celui des Sonacotra. Par des débats francs et clairs avec les organisations du comité de soutien, les responsabilités ont été définies. Et le comité de soutien a pu jouer son véritable rôle de popularisation, d'aide matérielle et financière ».

La boucle est bouclée, le syndicat contrôle la lutte, tout en utilisant dans les limites qu'il définit les forces du soutien. Il joue sur tous les tableaux, et peut utiliser des structures comme le comité de soutien pour faire passer son orientation.

Ceci ne pourrait bien sûr fonctionner sans l'aide des groupes d'extrême gauche suivistes, dont l'action dans les luttes de l'immigration, comme celle des foyers, a toujours été de tenter de faire le pont avec les syndicats et les forces de gauche. Cette orientation de la CFDT s'est faite sentir dans la lutte récente des nettoyeurs du métro où on a pu voir que le contrôle syndical était plus fort qu'il y a 3 ans, avec toutes les conséquences désastreuses qui en ont résulté.

Comme on le voit, plus la bourgeoisie frappe, plus les conditions de vie et de travail des prolétaires se détériorent et plus l'opportunisme (syndical ou politique) cherche à étouffer toute réaction dans les mailles serrées du filet contractuel. Mais il le fait en cherchant à s'adapter pour ne pas perdre son contrôle sur la classe ouvrière, aidé en cela par tous ceux qui, en fait, n'ont jamais vraiment rompu avec ses orientations. Le piège de l'unité avec les directions syndicales est un piège mortel pour la lutte de classe.

el oumami n° 9

EN LANGUE FRANÇAISE

- 1^{er} mai : Pour l'union combattante des rangs prolétaires !
- Austérité et répression en Algérie.
- Immigration : Sur la deuxième génération ; la grève des nettoyeurs du métro ; agitation contre l'expulsion d'étudiants étrangers.
- Maghreb : Contre la répression bourgeoise en Tunisie ; 15 ans après les événements du 23 mars 1965 au Maroc ; la Gestion « socialiste » en Algérie ; l'UGTA au service de l'Etat bourgeois.
- International : Le Zimbabwe otage de l'impérialisme ; Tchad, Mali.
- Théorie : Parti révolutionnaire et luttes économiques.
- Politique : La IV^e Internationale et la Palestine.

EN LANGUE ARABE

- Affrontements de classes en Turquie.
- La question syndicale en Tunisie.
- Parti de classe et organisations ouvrières.

★

Le Prolétaire

SUPPLEMENT POUR LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS (MAI 1980)

EN FRANÇAIS

- Crise politique en Belgique.
- A propos des affrontements dans les Fourons.
- Austérité pour les étudiants étrangers.
- La situation en Hollande.
- Notes politiques : Quelle perspective pour la jeunesse ? A bas le militarisme bourgeois !
- Notes syndicales : « Loco », « Chantier ». Gazelco : non à la clause scélérate !

EN NEERLANDAIS

- Dictature prolétarienne et parti de classe.
- La situation en Hollande.

Après la manifestation du 10 mai contre les lois anti-immigrés

Il faut combattre le centrisme !

La « marche nationale » contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru-d'Ornano-décret Imbert qui a eu lieu à Paris le 10 mai était appelée par une cinquantaine d'organisations regroupées dans une « Coordination nationale contre les lois anti-immigrées », sous le patronage de la MTI (AMF, CTA, UTIT, MOTIF, FETRANI, UGTSF), CEDETIM, CUFI, CIMADE, FAST, ASTI, GISTI, Ligue des droits de l'homme...

C'était le point fort de la soi-disant mobilisation effectuée par le « courant unitaire » qui, sous l'égide de la LCR, du PCR, du PCMLF, et de ces organisations humanitaires et démocratiques, tente depuis plusieurs mois, parallèlement à l'affaiblissement de la lutte des foyers sous les coups de la répression bourgeoise, de redorer aux yeux des travailleurs le blason des partis de gauche et des appareils syndicaux discrédités dans la lutte des foyers. Sous le prétexte d'« unité la plus large », au travers de 30 ou 40 Collectifs contre les lois qu'elles ont greffés sur la poussée des luttes étudiantes et des besoins réels des travailleurs à Paris et en province, ces forces n'ont-elles pas ramené dans la lutte contre les lois comme orientation dirigeante la CFDT malgré ses multiples trahisons des luttes de travailleurs immigrés, et le PS, auteur d'un projet de loi anti-immigré en tous points analogue à ceux du gouvernement ?

Ces forces qui cherchent à soumettre les besoins de la lutte prolétarienne aux orientations réformistes servent en réalité les directions syndicales et les partis opportunistes et social-chauvins : pour ne pas les effaroucher, elles demandent aux travailleurs de faire des concessions dans leurs revendications et d'utiliser des méthodes plus sages. Ainsi elles paralysent les luttes.

C'est ainsi que toutes les forces mentionnées plus haut se sont prononcées dans cette « Coordination Nationale contre les lois anti-immigrées » contre le mot

d'ordre de lutte contre le contrôle de l'immigration, pour ne pas « gêner » les réformistes et opportunistes qui, eux, se prononcent pour le contrôle. Mais que peut signifier l'« égalité des droits » si le travailleur immigré n'a pas le droit de circuler librement et de rester ici ou de revenir s'il le désire ? Et que signifie ce contrôle de l'immigration sinon un flitage renforcé ?

La manifestation elle-même fut le reflet de l'orientation interclassiste, humanitaire, pacifiste, démocratique qui dès le départ lui avait donné un caractère de « marche » inoffensive. Les quelques centaines de travailleurs immigrés combattifs présents (sans-papiers de Paris, Bordeaux...) manquaient d'un pôle organisationnel pour se regrouper sur leurs bases de classes, tandis qu'on leur offrait pour toute perspective la mystification de l'antiracisme démocratique.

Le contraste entre le nombre impressionnant d'organisations ayant appelé et la consistance réelle de la manifestation fit la preuve qu'une fois encore le vieux prétexte du nombre avait servi à faire quitter aux ouvriers leur terrain de classe où peut se forger leur force collective pour un terrain interclassiste impuissant et démoralisant. C'est pourquoi l'« unité » avec des ennemis ou des étrangers à la lutte prolétarienne, loin d'aider à constituer un rapport de forces favorable aux ouvriers, accentue encore leur isolement. En particulier l'absence des résidents derrière la banderole du Comité de Coordination des Foyers en Lutte était due autant à la prévalence de cette orientation « unitaire » sur le difficile et lent travail d'organisation systématique des ouvriers encore en lutte dans les foyers, qu'au reflux de la lutte.

Quant aux étudiants en lutte contre la circulaire Bonnet et le décret Imbert, leur combativité, dont témoignaient les délégations venues de Paris et de province, risque de rester sans débouché en

l'absence d'un regroupement prolétarien empoignant les méthodes de la lutte de classe ouverte capable de l'orienter selon les exigences de la lutte prolétarienne.

L'insuccès de la mobilisation ouvrière dans la lutte contre les lois anti-immigrées n'est pas la fin de la lutte. C'est la défaite d'une orientation catastrophique qui n'a pu prendre le haut du pavé que grâce au reflux de la lutte des foyers et de son organisation.

De nouvelles luttes sont inévitables, et elles ne tarderont pas, étant donné l'urgence de la situation et la pression formidable du capital. Ces luttes ne partiront pas de rien, venant après une longue, douloureuse et riche expérience qui n'aura pas été vaine pourvu que ses leçons soient défendues avec intransigeance, comme nous nous y attacherons.

Malgré toutes les difficultés, c'est à la défense des ouvriers sans compromis avec la bourgeoisie et l'opportunisme, à leur organisation et à la coordination de leurs luttes qu'il faut travailler pour aller vers un front prolétarien de lutte. Notre plus sûr « allié » pour pousser les ouvriers en lutte, c'est le capital lui-même. La crise capitaliste a déjà provoqué de vastes luttes du jeune prolétariat à la périphérie des grands centres impérialistes. Et même ici, si les travailleurs immigrés se retrouvent encore souvent seuls à lutter, formant l'avant-garde du prolétariat, leurs conditions et leurs luttes ne font qu'anticiper ce qui secouera l'ensemble de la classe, aujourd'hui hébétée sous le poids de l'étouffante orientation réformiste, collaboratrice, social-impérialiste, tandis que le capital, pour faire face à sa crise, remet en question les garanties, les statuts, les avantages acquis. Le capital crée ses propres fossoyeurs, travaillons à forger leurs rangs !

Etudiants étrangers

Contre les mesures Bonnet et Imbert !

Après les lois Dijoud-Poniatowski, les mesures Bonnet-Stoléru contre les travailleurs étrangers, le décret Imbert de décembre 79, précisant la circulaire Bonnet vise à rendre plus difficile l'accès et le séjour des étudiants étrangers en France, et à les soumettre à toute une série de contrôles policiers. C'est un vrai labyrinthe administratif et policier que doit parcourir l'étudiant qui veut s'inscrire dans une université en France : sélection par l'ambassade du pays d'origine, puis par une commission en France où domine le ministère de l'intérieur puis par les universités (au moyen de quotas déjà en vigueur) et cela ne suffit pas : plus sélection financière : 9.000 F minimum de dépôt sur un compte en banque.

A quoi vise ce filtrage ? A maintenir le « niveau de l'enseignement » comme on veut le faire croire en créant des épreuves de langue surveillées nationalement ? à réduire les dépenses de l'éducation nationale ? Prétextes ! Il s'agit clairement de filtrer tous les éléments susceptibles d'agitation ou d'opposition, d'empêcher la circulation et la confrontation des expériences politiques entre jeunes de différents pays, de pourchasser les éléments politisés qui avaient pu trouver avec la carte d'étudiant une couverture même fragile, et même simplement les travailleurs étrangers exploités en France qui ne parvenaient pas à s'assurer une carte de séjour par d'autres moyens.

Ces mesures complètent d'une part l'état d'exception renforcé depuis 73 contre les travailleurs étrangers, d'autre part la série des pactes « anti-terroristes » conclus principalement entre les Etats européens ces dernières années.

La bourgeoisie se donne dès maintenant, avec toutes ces mesures, et sans attendre que la classe ouvrière soit sortie de son apathie, des armes variées pour taper sur tout ce qui bouge, pour diviser entre elles catégories et nationalités.

La lutte contre la pression de l'Etat impérialiste et contre toutes les discriminations frappant les étudiants étrangers, particulièrement ceux qui viennent de pays opprimés par l'impérialisme français est aussi un devoir de la classe ouvrière.

Les mensonges de la LCR

« Nous devons donc partout poursuivre le combat, au sein de toutes les structures de solidarité comme dans nos entreprises, contre la ligne hypocrite des directions syndicales qui marient sans vergogne un programme de contrôle de l'immigration et de statut de l'immigré à des déclarations inflammées contre les lois racistes, sans lever le petit doigt — c'est le cas de la CGT — pour mobiliser les travailleurs, ou en privilégiant — c'est celui de la CFDT — les opérations boutiquières et en contribuant à marginaliser l'immigration ». C'est la LCR qui parle dans Rouge du 9 au 15 mai 1980.

Mais, il y a toujours un mais : « Notre lutte pour que les syndicats et les partis ouvriers reprennent en charge la défense des travailleurs immigrés par une mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière peut seule permettre d'avancer vers la victoire ». C'est toujours la LCR, dans son tract diffusé le 10 mai 1980 à Paris qui s'exprime !

Bref, la classe ne peut aller vers la victoire que si les chefs réformistes et social-chauvins veulent bien renoncer à servir la bourgeoisie pour servir la classe ouvrière, c'est-à-dire jamais !

Les partis « ouvriers », c'est-à-dire « ouvriers » par leur influence (au moins pour le PC) mais assurément bourgeois et impérialistes par leur politique sont certainement hypocrites. Mais ils ont un mérite : ils ne parlent plus de « dictature » ni d'« internationalisme », ni même de « prolétariat ». Les trotskystes, si ! Aussi leurs mensonges sont-ils encore plus ignobles !

En Angleterre aussi la lutte des travailleurs immigrés

Bristol vient de faire, début avril, une découverte : les anciennes colonies anglaises, et tout particulièrement la Jamaïque, sont riches d'autres cadeaux que le « message mystico-musical » du reggae de Bob Marley et Peter Tosh. Cette importante ville portuaire, toute proche des centres miniers du Pays de Galles et de la base du classique triangle industriel anglais, a vu son centre mis à sac par neuf heures d'une véritable guérilla urbaine.

D'un côté, des jeunes Jamaïcains (une centaine au départ), qui affrontent la police en bataille rangée, saccagent les magasins, incendient une banque, un cinéma et un bureau de poste ; de l'autre, quatre-vingt-dix policiers qui exécutent un véritable carrousel automobile, chargent avec des chiens-loups, arrêtent deux cents manifestants. Bilan officiel de la bataille : 19 blessés côté police et quelques milliards de dégâts.

Comme toujours, la cause de la révolte paraît bien mince par rapport aux événements qui suivirent : une descente de police dans un club jamaïcain sous prétexte de drogue et de consommation d'alcool illicite. Une simple étincelle qui fit exploser la poudrière.

Les immigrés en provenance des ex-colonies anglaises, Jamaïcains, Indiens, Pakistanaï, voient chaque jour leurs conditions de vie se faire plus dures sous la pression de la crise économique. Augmentation constante du coût de la vie pour tous ; chômage pour les uns, pendant que les autres sont soumis à une aggravation insupportable de leur charge de travail. A cela, le gouvernement apporte ses remèdes : il augmente la TVA, il taille dans les budgets consacrés au

fameux service de santé anglais, réduisant le personnel hospitalier qui est composé en majeure partie d'immigrés. Les mesures concernant l'immigration visent, elles, à réduire le flux migratoire et à « encourager » le retour au pays en rendant les conditions de vie des couples et des familles impossibles.

L'opportunisme politique et syndical se fait le complice de cette situation. En effet, c'est le parti travailliste qui a été, du temps qu'il était au gouvernement, l'auteur de toutes les mesures que les conservateurs ne font aujourd'hui que perfectionner. Quant aux trade-unions, ils ont pratiqué un boycott constant de toutes les luttes vigoureuses qui ont éclaté au cours de ces dix dernières années, les isolant et les parcellisant.

L'attaque générale contre la communauté immigrée est dotée par la crise d'un nouveau front : celui des groupes racistes, néonazis ou ultra-conservateurs. Recrutant parmi le sous-prolétariat, les boutiquiers et cette aristocratie ouvrière, produit de l'impérialisme, qui constitue la cinquième colonne de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, ils multiplient passages à tabac, agressions et parades dans les ghettos noirs de Londres ou dans les cités à forte immigration comme Birmingham. La communauté de couleur se retrouve dans un état d'alerte permanent et cette tension explose, comme à Londres il y a quelques années, où le Notting Hill Carnival fut le théâtre d'une bataille rangée.

Cette situation de tension raciale que le ministre du travail en personne vient d'annoncer en déclarant que la mort du « dynamisme économique » de certaines régions

était due à leur forte population immigrée qui décourageait les investissements, présente une grave menace pour l'ensemble de la classe ouvrière. Elle pousse au maximum la division, au moment même où la cohésion des rangs prolétariens est plus indispensable que jamais pour riposter à l'attaque en règle de la bourgeoisie anglaise.

A ce danger, on ne peut opposer que la solidarité de classe la plus complète et la plus vigoureuse avant tout parmi les ouvriers « indigènes », gallois, écossais et anglais, pour unir toutes les nationalités contre l'Etat impérialiste britannique. Ce sont eux qui ont la lourde responsabilité de faire naître et de cimenter cette solidarité et ils ne peuvent le faire qu'en combattant résolument toute trace de racisme et de nationalisme, et de l'ignoble social-chauvinisme. Les ouvriers blancs doivent reconnaître dans leurs camarades de travail immigrés et dans la communauté qu'ils font vivre, le secteur le plus exploité, le plus opprimé et persécuté d'une seule classe ouvrière. Ils doivent apporter d'eux-mêmes tout leur appui, toute leur solidarité en actes et non en paroles. Ils doivent populariser tous les épisodes de résistance des Pakistanaï, Indiens et Jamaïcains, etc. ; ils doivent participer à leurs luttes concernant les conditions de vie de la communauté (luttes pour le logement, les conditions d'hygiène, l'assistance médicale, concernant la vie dans les ghettos, etc.), mais aussi comme secteurs les plus opprimés de la classe (pour l'égalité des droits dans tous les domaines).

C'est la condition de l'union et de la force de la classe ouvrière contre la classe adverse.

La prétendue « lutte de principe contre le révisionnisme moderne »

(suite de la page 3)

mondial s'accorde assez mal avec la critique faite aujourd'hui de la théorie du « tiers monde » comme bloc unitaire, théorie attribuée aux seuls dirigeants chinois.

On trouve la même ambiguïté dans l'attitude vis-à-vis de ce que les Chinois appellent aujourd'hui le « second monde ». Les objectifs avancés sont les mêmes : paix, indépendance de l'Europe face aux grandes puissances, etc. Tout au plus les Albanais remplacent-ils le réalisme des Chinois, qui reconnaissent ouvertement qu'ils recherchent des rapports d'Etat à Etat avec l'Europe, par une position si on veut plus « centrée », en revendiquant la lutte des « peuples » d'Europe contre les superpuissances, ce qui est une autre façon d'emballer la même marchandise : « Nous pensons que les peuples d'Europe ne peuvent garantir leur sécurité qu'en renforçant leur indépendance et leur souveraineté nationales, qu'en luttant avec fermeté contre la politique hégémonique des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union Soviétique » (Rapport d'E. Hoxha au VI^e congrès du PTA, novembre 1971, Editions du Centenaire, p. 34). Et de demander la dissolution des blocs, des bases militaires, etc.

L'opposition à l'unité de l'Europe est justifiée au nom du même sacrosaint principe national : « Le but de la création de l'Europe unie est d'éliminer la notion de nationalité des divers pays d'Europe, d'intégrer et d'amalgamer leurs cultures et leurs traditions, en d'autres termes de supprimer la personnalité des peuples et des Etats d'Europe occidentale pour la mettre sous la coupe de la bourgeoisie réactionnaire cosmopolite de ce continent » (Rapport au VII^e congrès du PTA, 1976, Editions CEDAS, p. 15). Notons d'ailleurs en passant que l'hostilité du PTA à l'égard de la CEE repose surtout (même s'il ressort à l'occasion le texte de Lénine A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe) sur les intérêts commerciaux de l'Albanie, qui préfère traiter avec chaque pays isolément, plutôt qu'avec une puissante « Entente ».

Quant à l'hostilité à l'égard du « premier monde », celle-ci non plus ne saurait être inébranlable, car Enver Hoxha comme Hua Guofeng ont en commun une référence de poids : celle de la Russie stalinienne et de son attitude notamment lors de la seconde guerre impérialiste : « Dans des cas particuliers [la casuistique, l'abandon des principes révolutionnaires au nom des situations particulières et des circonstances contingentes, n'est-ce pas une caractéristique fondamentale de

l'opportunisme de toujours?] peuvent aussi se créer des circonstances telles qu'un pays socialiste ou un peuple qui lutte contre l'agression impérialiste ou social-impérialiste se trouve dans un front commun même avec des pays du monde capitaliste pour se battre contre le même ennemi, comme cela s'est produit lors de la seconde guerre mondiale » (L'impérialisme et la révolution, p. 238)

Aussi le PTA, qui critique aujourd'hui les « compromis sans principes » des Chinois avec l'impérialisme américain, est-il assez embarrassé pour démontrer que ceux-ci n'ont pas le droit en la matière de se réclamer de Staline et ne s'en tire-t-il que par des pétitions de principe : « Le pacte soviéto-allemand de non agression constituait, de la part de Staline, une habile mise à profit des contradictions interimpérialistes » et nullement une « alliance sans principes » comme celle entre la Chine et les USA (p. 321). « Il convient de souligner que jamais et en aucun cas Staline et l'Union Soviétique n'ont prêché que le prolétariat et les partis communistes devaient renoncer à la révolution et s'unir à la bourgeoisie réactionnaire et ils ne les ont jamais appelés à le faire » (p. 322). Vive donc les fronts de la Résistance avec la bourgeoisie impérialiste (progressiste!), vive l'appel à participer à la guerre impérialiste au nom de la révolution (2)! Mais que disent donc d'autre les Chinois ?

*

En fait, Enver Hoxha est bien incapable d'opposer à la théorie qu'il prétend critiquer une théorie cohérente et antagonique, puisqu'il se fonde sur les mêmes principes bourgeois que les dirigeants chinois, principes auxquels le stalinisme vient donner une légitimation « marxiste » : le nationalisme et l'interclassisme.

Nous avons vu que la trahison suprême, le bloc militaire avec tel ou tel impérialisme, est justifiée — dans certains cas « particuliers » — au nom de la révolution. A plus forte raison les blocs politiques avec la bourgeoisie. Si le PTA a beau jeu de dénoncer les alliances de la Chine avec les Etats les plus réactionnaires du tiers monde et de l'accuser d'ignorer les classes et la lutte des classes, il y prône une unité tout aussi populaire, nationale, et finalement étatique — tout au plus avec cette nuance, qu'elle s'exerce, comme naguère pour la Chine — avec des forces considérées comme « progressistes » : « Evidemment, on ne peut rejeter la tactique consistant, pour le prolétariat d'un pays du prétendu tiers monde ou le prolétariat de tous ces pays, à s'unir éventuellement avec d'autres forces politiques contre l'impérialisme. On ne peut non plus négliger l'unité des forces révolutionnaires même avec la direction bourgeoise d'un pays lorsque, à un moment donné une contradiction profonde apparaît entre celle-ci et un impérialisme extérieur ou la direction réactionnaire d'un des pays du tiers monde », p. 331). Mais cette alliance doit être « nuancée et soumise à des conditions », ce que les Chinois ne font pas. Et il en va de même dans les pays impérialistes, où on admet tous les fronts, avec toujours la restriction mentale fondamentalement jésuitique de l' « indépendance » proclamée du parti au sein de celui-ci (cf. p. 256).

Au sujet de la guerre impérialiste en préparation, le PTA oppose à la politique de Pékin, qui consiste à choisir son camp impérialiste pour soi-disant retarder la guerre, un pacifisme et un chauvinisme à coloration « populaire » : « Aussi les peuples qui s'ensanglantaient dans cette guerre doivent-ils tout mettre en œuvre pour ne pas être pris au dépourvu, pour saboter la guerre interimpérialiste de rapine, en sorte qu'elle ne prenne pas de dimensions mondiales, et s'ils n'y parviennent pas, pour la transformer en guerre de libération et en sortir victorieux » (p. 53). Il n'est donc question à aucun moment de revenir à la perspective léninienne du déferlement révolutionnaire et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie. Le modèle est encore une fois la politique stalinienne de la deuxième guerre mondiale, et notamment l'alliance avec le bloc anglo-américain, qui est revendiquée parce que « elle fut conclue lorsque le conflit contre les puissances de l'Axe eut manifestement pris un net caractère

antifasciste et de libération » (p. 321). On voit que, exactement comme chez les dirigeants chinois et dans la lignée du stalinisme, l'apologie de la « lutte de libération nationale » n'est que la couverture de l'apologie de la guerre impérialiste.

Dans l'optique du « socialisme dans un seul pays » (confondu évidemment avec la dictature du prolétariat), la révolution prolétarienne elle-même est vue comme ayant pour but la réalisation de la véritable indépendance nationale, obtenue dans chaque pays en « comptant sur ses propres forces » : « Seule la victoire de cette lutte [pour la libération sociale] assure aussi la liberté, l'indépendance et la véritable et complète souveraineté nationale » (p. 288). « Nous disons que tout Etat, pour être libre, indépendant et souverain, doit construire une société nouvelle [la révolution faite par l'Etat!], combattre et renverser ses oppresseurs, combattre tout impérialisme qui l'asservit, conquérir et défendre ses droits politiques, économiques, culturels, construire une patrie entièrement libre, indépendante, où soit au pouvoir la classe ouvrière, en alliance avec toutes les masses travailleuses » (p. 353). En somme vive la « patrie » avant, pendant, et après la révolution! Rien d'étonnant si les groupes pro-albanais qui se réclament d'un tel modèle rivalisent en social-chauvinisme avec les pro-chinois...

*

La cessation de l'aide chinoise et, en général, l'accumulation de matières inflammables au niveau international mettront inévitablement à l'épreuve dans les années à venir l' « orthodoxie » stalinienne du PTA. La tension maximum des forces productives en vue de l' « édification intégrale de la société socialiste » (3), la mobilisation de toutes les ressources, la pression accrue sur le prolétariat et la paysannerie contribueront à lézarder le front national, en se heurtant à une résistance plus ou moins passive (4).

D'autre part, la soudure avec le marché mondial (européen surtout : l'Italie est devenue un des premiers partenaires commerciaux de l'Albanie), l' « accroissement des exportations », la « lutte pour trouver des débouchés » (5) afin de financer l'industrie lourde, feront surgir inévitablement, comme par le passé, de nouvelles tendances « libérales » et de nouveaux assauts de l'Etat pour tenter de les maîtriser. Comme traditionnellement en Albanie, les tendances « libérales » ne manqueront pas de se doubler de manifestations de « trahison » nationale (dernières en date : 1975), étant donné les fortes pressions objectives qui s'exercent dans le sens de rapports privilégiés avec la Yougoslavie et la Roumanie.

Quant à la Russie, il existe d'ores et déjà des fluctuations dans l'appréciation que le PTA en donne, fluctuations qui ne peuvent qu'ouvrir la voie, tôt ou tard, à l'émergence d'un « ennemi principal ». L'équidistance entre les deux blocs aujourd'hui maintenue par le PTA (non sans oscillations : voir l'appui au Vietnam dans la guerre Vietnam-Cambodge) est à la merci des bouleversements de demain.

Comme naguère avec la Chine, les admirateurs de l'Albanie peuvent se préparer à avaler de nouvelles couleuvres...

(2) L'unique exemple de « renonciation à la lutte de classes » pendant la seconde guerre est attribué à Browder, le dirigeant du PC américain, qui prononça la dissolution de son parti. Staline, lui, n'a dissous que l'Internationale : nuance!

(3) Une vaste campagne a été entreprise, visant, selon M. Shehu, à « accroître la productivité du travail et la qualité de la production, à renforcer la discipline du travail et du plan, à renforcer l'organisation et la direction de l'économie et de l'Etat » (cité dans Le Monde Diplomatique d'octobre 1979).

(4) E. Hoxha était d'ailleurs obligé de reconnaître en 1971 : « Le fait est que presque partout, au lieu de travailler 8 h comme prévu par la loi, on travaille 6 h ou 6 h 1/2 par jour. Tolérons-nous qu'on persiste encore dans cette attitude à l'égard du travail et qu'on accepte ainsi le préjudice causé aux intérêts de notre Etat socialiste ? ». Et il suggérait, en conclusion, de pratiquer des amputations de salaire (Discours (1971-73), Tirana, 1974, pp. 34-35). A quand la chasse aux « délinquants » et aux « oisifs » ?

(5) Discours de M. Shehu de décembre 1978, cité par Le Monde Diplomatique.

Vient de paraître

programme communiste

n° 82

- L'ère des guerres et des révolutions
- Le rôle de la nation dans l'histoire
- L'Afrique proie des impérialismes :
- 4. La mainmise sur les matières premières (suite et fin)
- L'Ulster, dernière colonie anglaise

il programma comunista

N° 9 (3 MAI 1980)

- La lotta di classe oltre miti rivoluzionari ed illusioni riformistiche.
- La situazione internazionale e i difficili equilibri dell'atlantico.
- La politica nella società borghese.
- America latina : L'ondata di democratizzazione mezzo per prevenire una brusca eruzione del movimento sociale.
- La borghesia tunisia e l'imperialismo francese non scherzano.
- Un decennio di lotte operaie in Inghilterra.
- Pluralità nella democrazia, pluralità nella repressione.

- Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 9 juin, 14 juillet, etc., de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 17 mai, 7 et 21 juin, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 18 mai, 1^{er} et 15 juin, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 25 mai, 8 et 22 juin, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 18 mai, 1^{er} et 15 juin, etc.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 8 juin, 13 juillet, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 25 mai, 8 et 22 juin, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 1^{er} juin, 6 juillet, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 3^e juin, soit les 18 mai, 1^{er} et 15 juin, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 18 mai, 15 juin, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 4 et 18 mai, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 25 mai, 18 juin, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charanton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 82006

El Programa Comunista

n° 34

(JANVIER-MARS 1980)

- i Por un frente proletario de lucha contra la burguesía y el colaboracionismo político y sindical!
- En Turquía, el puño de la democracia.
- i Acuerdate de las dos guerras imperialistas!
- Siguiendo el hilo del tiempo : Introducción - La « invariancia » histórica del marxismo - El falso recurso del activismo - Teoría y acción - El programa revolucionario inmediato - Las revoluciones múltiples - La revolución capitalista occidental.
- La cuestión agraria, elementos marxistas del problema (y II).
- El volcán del Medio Oriente : El largo calvario de la transformación de los campesinos palestinos en proletarios.
- Nota de lectura : Eta, o la imposible amalgama de nacionalismo y comunismo.

A NOS LECTEURS

Nous attirons l'attention de nos lecteurs et abonnés sur le fait que tous les règlements doivent désormais être libellés au nom de :

— Saro pour les chèques bancaires.

— Le Prolétaire pour les chèques postaux.